

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

# L'Humanité

# PANDÉMIES LA FRANCE VULNÉRABLE

Cinq ans après le premier confinement et la gestion chaotique du Covid, toutes les leçons n'ont pas été tirées.

Le pays n'est pas prêt à affronter une nouvelle crise sanitaire majeure. **P. 2**



BY MARTIN BUREAU / AFP

## Les Druzes plaident pour l'unité de la Syrie

Leurs représentants ont opté pour le dialogue avec le nouveau pouvoir de Damas. Tel-Aviv, qui occupe le plateau du Golan, cherche à se placer en protecteur. Reportage. **P. 14**



VINCENT ISORE / AFP

## Figure de l'Assemblée, André Chassaigne passe le relais

Le chef de file des députés communistes a été élu maire adjoint de Saint-Amand-Montrond, dans le Puy-de-Dôme. Il rendra fin mars son mandat parlementaire. **P. 10**





## ÉDITORIAL

PAR ROSA MOUSSAOUI

## Le virus du complotisme

**Cinq ans après son apparition en Chine, le virus à l'origine du Covid** a officiellement causé plus de 7 millions de morts, un bilan probablement sous-estimé, selon l'Organisation mondiale de la santé. Cette pandémie a provoqué une crise sanitaire mondiale à laquelle l'humanité n'était pas préparée. Elle a aussi creusé partout les inégalités, aggravé les fractures sociales, agissant comme un catalyseur des crises politiques, favorisant la propagation d'abracadabantes théories du complot. Le confinement, les restrictions sanitaires et l'opacité des marchés conclus avec les laboratoires pharmaceutiques qui ont amassé, avec les vaccins, de faramineux profits ont nourri la méfiance et la défiance envers les institutions, dans un contexte d'angoisse et d'incertitude.

**Les courants néofascistes s'en sont repus.** **Leurs discours sensationnalistes** et mensongers sur l'origine du virus et l'efficacité des vaccins ont trouvé sur les réseaux sociaux une chambre d'écho où l'information scientifique était mise en doute, voire vilipendée. Aux États-Unis, les complotistes qui ont vu dans le Covid une

Le Covid a jeté une lumière crue sur la fragilité du contrat social.

invention de « l'État profond » pour imposer sa tyrannie ont trouvé à la Maison-Blanche un allié de poids. En comparant le coronavirus à une « petite grippe », Donald Trump a sacrifié des centaines de milliers de vies. Il a légitimé la rhétorique anti-establishment de mouvements comme QAnon, qui a galvanisé les assaillants du Capitole, le 6 janvier 2021. **Cette séquence a fait basculer le monde dans l'ère de la post-vérité**, où se brouillent les frontières entre les faits et les opinions, entre la rationalité scientifique et les élucubrations des charlatans. L'extrême droite en a tiré de juteux bénéfices politiques. Cette pandémie a jeté une lumière crue sur la fragilité du contrat social dans des démocraties libérales en lambeaux ; sa gestion a accéléré le chavirage autoritaire d'un système capitaliste en crise. C'est un fait établi : le chaos climatique prépare l'émergence, demain, de nouveaux virus. Pour espérer surmonter les pandémies à venir, les peuples n'ont pas d'autre choix que de barrer la route aux extrêmes droites complotistes, eugénistes, hostiles à la science. ■

# La France est-elle prête à affronter une nouvelle pandémie ?

**SANTÉ** Il y a cinq ans, le pays était confiné pour la première fois de son histoire. Une décision prise pour empêcher la propagation du Sars-CoV-2. Si, aujourd'hui, le Covid n'est plus au centre d'une tempête planétaire, la menace d'une future épidémie plane sans que l'on y soit forcément mieux préparé.

**P**lus de cinq ans après son apparition en Chine, le virus à l'origine du Covid a officiellement atteint 777 millions de personnes et causé plus de 7 millions de morts – beaucoup plus en réalité, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il cause encore des infections, parfois persistantes, et des décès. Mais les scientifiques en sont certains : l'émergence d'une prochaine pandémie est inévitable. La question est de savoir quand elle arrivera et, surtout, si le monde – et la France en particulier – sera mieux préparé.

## Une multiplication des maladies infectieuses

Certes, la pandémie est terminée depuis le printemps 2023 avec la levée, par l'OMS, du niveau d'alerte maximal. Mais les leçons du Covid ont-elles été tirées ? « En 2025, le monde n'est pas prêt à combattre une nouvelle menace pandémique », estimait en début d'année le groupe d'experts indépendants pour la préparation et la réponse aux pandémies, mis en place par l'OMS. Tout en saluant les « leçons » et les progrès accomplis, notamment grâce à la production rapide de vaccins ARN, le docteur Tedros Adhanom Ghebreyesus, président de l'organisation onusienne, mettait en garde : « Si la prochaine pandémie

survenait aujourd'hui, le monde serait toujours confronté à certaines des mêmes faiblesses et vulnérabilités. »

Pourtant, soulignent les experts, « la question n'est pas de savoir s'il y aura une nouvelle pandémie, mais de savoir quand elle aura lieu ». En vingt ans, le nombre de maladies infectieuses a été multiplié par 5 environ. Dans leur grande majorité, ces maladies émergentes sont des zoonoses, c'est-à-dire qu'elles viennent d'agents pathogènes transmis d'animaux vertébrés à l'homme. Or, avec la déforestation et la réduction des espaces laissés à la faune, les contacts se multiplient, et avec eux les risques.

Malgré cela, le monde peine à se mettre en ordre de bataille. Les pays membres de l'OMS ne sont toujours pas parvenus à se mettre d'accord, après plus de deux ans de négociations, sur un texte de prévention des pandémies, butant, notamment en ce qui concerne les vaccins, sur la question de la charge financière.

Par ailleurs, la lutte contre les pandémies se heurte à des problèmes structurels, à commencer par les inégalités persistantes en matière d'accès aux soins. « La protection des populations passe par le renforcement des systèmes de santé publique, l'amélioration des soins primaires et l'extension des protections sociales », rappelle pourtant le dernier rapport du groupe d'experts mandaté par l'OMS. Autre obstacle, nouveau celui-là : la montée



SEBASTIEN REUSSE/HANS LUCAS/AFP

## DÉCRYPTAGE

Lyon, septembre 2020. Fin 2023, le Syndicat des fabricants de masques sanitaires alertait sur la menace de voir la production disparaître dans l'Hexagone.

en puissance de la désinformation et des fake news, qui complexifie les campagnes de vaccination.

### Les hôpitaux toujours près de craquer

À l'hôpital Bichat de Paris, où le premier décès français dû au Covid a été déploré, le souvenir est encore vif de la vague qui a submergé le système de santé. « On s'est retrouvés à subitement recueillir des dizaines de patients dans notre service parce qu'ils avaient besoin d'oxygène », décrit le docteur Nathan Peiffer-Smadja, du service des maladies infectieuses.

Les cinq années passées n'ont pas chassé les incertitudes quant à la résistance des établissements hospitaliers face à une nouvelle crise de cette ampleur. En raison d'abord du manque de lits d'hospitalisation. Après une augmentation en 2020, due à la crise sanitaire, leur nombre est reparti à la baisse. En 2023, près de 4 900 ont été supprimés. 43 500 ont été perdus en dix ans, selon une étude du gouvernement.

« Nous sommes en permanence en situation de tension et je suis persuadé que nous serons en difficulté si une autre crise éclate », s'inquiète Christophe Prudhomme, médecin urgentiste et responsable CGT. En cinq ans, le déficit des hôpitaux a été multiplié par 6 pour atteindre 2,8 milliards en 2024, selon la Fédération hospitalière de France (FHF). Quatre établissements sur dix sont incapables de rembourser leurs dettes et d'investir.

Sur le plan humain en revanche, l'après-Covid a donné lieu à une inflexion. « Beaucoup de réformes ont été entreprises comme la hausse des rémunérations avec le Ségur de la santé, ou encore une meilleure compensation des sujets du service public, qui ont produit des résultats », explique Zaynab Riet, déléguée générale de la FHF. Ainsi le taux de postes vacants pour les infirmiers et les aides-soignants est passé de 5,7 % en 2022 à 3 % en 2023.

Mais il ne faut pas sous-estimer « la lassitude des personnels qui gèrent une crise après l'autre depuis 2020 », pondère-t-elle. « Les personnels hospitaliers, administratifs, paramédicaux comme les kinés fuient l'hôpital public à grande vitesse, abonde Stéphane Dauger, réanimateur et ex-membre du collectif Inter-Hôpitaux. Cinq ans après le Covid, je ne peux pas dire que la situation s'est améliorée. »

### À l'école, des séquelles durables

Si Jean-Michel Blanquer a gagné son titre officieux de ministre de l'Éducation nationale le plus détesté depuis la Libération, ce n'est pas seulement à cause de ses réformes brutales et inégalitaires. La manière à la fois absurde, inefficace et autoritaire dont il a géré la crise sanitaire y est pour beaucoup. « Nous sommes prêts » était son mantra, dramatiquement démenti par les faits. Prêts pour l'école à distance ? Ni matériellement ni socialement : le distanciel a creusé les écarts entre les élèves ayant un accès aisément à ces techniques et les autres. Sans que le ministère se soucie de les combler. Prêts pour les mesures sanitaires ? L'état des établissements scolaires, avec leurs toilettes délabrées, leurs fenêtres cassées, l'absence de capteurs de CO<sub>2</sub> et le manque de personnel d'entretien ne l'a jamais permis. Prêts pour tester, isoler, vacciner ? L'état des services de santé scolaire l'interdisait, comme

**Les pays membres de l'OMS ne sont toujours pas d'accord sur la question de la charge financière des vaccins.**

l'a montré l'échec total des campagnes de tests et de vaccination annoncées dans le cadre scolaire.

Tout cela dans une cacophonie et une imprévisibilité qui a mis l'ensemble des personnels à très rude épreuve. Cinq ans après, rien n'a changé. Les dégâts pédagogiques – comme le montrent les résultats en chute libre des élèves français dans les tests internationaux – n'ont jamais été réparés, faute de moyens pour créer des dispositifs sérieux de remédiation.

Au contraire : les suppressions de postes n'ont jamais cessé. Ainsi, tout ce qui reste aujourd'hui de la médecine scolaire, alors que la santé – notamment psychologique – des élèves s'est considérablement dégradée depuis le Covid, ce sont 7 700 postes d'infirmiers et 900 médecins... pour 12 millions d'élèves. La prochaine pandémie peut arriver : nous ne sommes toujours pas prêts.

### Une politique du médicament anémique

Le 31 mars 2020, quand Emmanuel Macron somme les industriels du médicament de « produire davantage en France, sur notre sol », on peut croire à un début de révolte. Mais la France, ex-numéro un européen du secteur, tombée au cinquième rang, connaît toujours des pénuries de médicaments.

En 2018, 868 étaient en rupture d'approvisionnement. En 2023, plus de 4 900 signalements de ruptures de stock ou de risques de rupture ont été enregistrés par l'Agence nationale de sécurité du médicament. Le 24 septembre 2024, ■■■

■■■ l'Agence a même sanctionné par une amende globale de 8 millions d'euros des laboratoires pharmaceutiques, pour ne pas avoir maintenu de stocks suffisants de traitements essentiels. « On ne peut pas dire que la situation se soit réellement améliorée depuis le Covid », souligne Nathalie Coutinet.

Pour cette économiste, le programme de relocalisation France 2030 n'a pas encore porté ses fruits : « Ces investissements nécessitent du temps pour réussir à transformer l'outil de production. Mais, du côté du politique, il n'y a pas de réelle volonté de faire du médicament une priorité digne de ce nom. Ce ne sont pas des mesures, en subventionnant quelques entreprises, qui vont permettre de résoudre un problème qui s'enlise. »

**En 2023, plus de 4 900 signalements de ruptures de stock de médicaments ou de risques de rupture ont été enregistrés.**

Le Leem, fédération patronale du secteur, demande du temps. « Depuis le Covid, nous avons plutôt gagné en capacité de production qu'en

création de sites. Produire un médicament nécessite des matériaux, une usine, et de répondre aux réglementations en vigueur. Cela prend environ cinq ans, indique son directeur général adjoint, Pascal Le Guyader. Nous pourrons répondre à une crise si elle ressemble au Covid. »

Quant à la fabrication locale de masques sanitaires, c'est la bérézina. Fin 2023, le Syndicat des fabricants français lançait un appel désespéré aux pouvoirs publics pour qu'ils cessent de s'approvisionner en Chine : « La moitié des industriels ont été liquidés ou ont arrêté définitivement leur activité. La quasi-totalité des fabricants restants a stoppé la production. » Un appel resté dans le vide.

#### Au travail, un « quoi qu'il en coûte » incertain

Le monde du travail est prêt... pour peu que la prochaine pandémie ressemble à celle du Covid. Sous l'impulsion des ministères de la Santé et du Travail, les dispositions spécifiques toujours en vigueur – port du masque et distanciation sociale conseillés en cas de contamination, respect des règles d'hygiène et des gestes barrières ; travail à distance et vaccination recommandés – peuvent rapidement laisser place aux obligations expérimentées en sortie de crise, comme le passe vaccinal, voire aux interdictions de circuler et à l'arrêt des activités jugées non essentielles. En cas de confinement, le travail à distance pourra changer d'échelle. Très minoritaire avant le Covid (9 % des salariés en usaient au moins occasionnellement), son recours régulier s'est propagé à un quart des effectifs depuis la pandémie de 2020, notamment chez les cadres.

En revanche, pas d'esquive pour les travailleurs essentiels. Chaque branche professionnelle doit disposer de son guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités. « Les auxiliaires de vie disposent de kits avec des gants, des masques, des blouses, confirme Laetitia Mauré, du collectif CGT des aides à domicile. Nous avons aussi une carte professionnelle pour faciliter nos déplacements qui se limiteront aux repas et aux changes, mais pas à l'entretien du cadre de vie. Reste à savoir s'il y aura suffisamment de professionnels pour assurer les prises en charge. Il y a de telles difficultés de recrutement. »

Mais la plus grande incertitude en cas de nouvelle épidémie réside dans la capacité de l'État à déclencher le « quoi qu'il en coûte », avec son chômage partiel à grande échelle, pour éviter un tsunami de licenciements et ses prêts garantis pour tenir à flot les entreprises. Ce passage en économie de pandémie a nécessité 20 points de PIB d'endettement public supplémentaire. L'Union européenne saura-t-elle à nouveau mettre sur pause ses carcans budgétaires pour laisser la France sauver son économie ? ■

ALEXANDRA CHAIGNON, OLIVIER CHARTRAIN, SAMUEL EYENE,  
STÉPHANE GUÉRARD ET HÉLÈNE MAY



Les études scientifiques annoncent une fonte significative du pergélisol (ici en Sibérie) d'ici à 2100.

## Le dégel des zoonoses

D'après les scientifiques, les bouleversements générés par le réchauffement planétaire favorisent l'apparition de nouveaux virus. Fonte du permafrost et modification des écosystèmes sont autant de facteurs facilitant leur circulation entre espèces.

**S**ommes-nous condamnés à subir de nouvelles pandémies dans les décennies à venir ? Telle est la question à laquelle tente de répondre la communauté scientifique depuis le Covid dans un contexte de dérèglement climatique. Le réchauffement planétaire induit de nombreux bouleversements, à commencer par la fonte du pergélisol. Aussi appelé permafrost, il correspond aux sols gelés, vieux de plusieurs millénaires, dont la température reste figée en dessous de 0 °C durant au moins deux années consécutives. Il recouvre environ 20 % de la surface terrestre, essentiellement dans les hautes latitudes, au Groenland, en Alaska et en Sibérie.

Le pergélisol agit comme une prison de glace : il renferme un monde microscopique ancien et méconnu. Dégel oblige – le phénomène s'accélère inexorablement –, les virus et bactéries qu'il contient peuvent se libérer, entraînant un potentiel risque sanitaire pour l'homme. À ce jour, aucun consensus scientifique n'a émergé sur ce problème, bien que de nombreuses études essaient sur ces micro-organismes endormis.

Le seul cas récent d'infection d'un être humain ou d'un

animal par un agent pathogène en raison de la fonte des glaces remonte à 2016. À la suite d'un épisode de forte chaleur dans le district autonome de Iamalo-Nénetsie (Sibérie), une mystérieuse épidémie a provoqué la mort de plus de 2 300 rennes, l'hospitalisation de dizaines d'habitants ainsi que le décès d'un jeune garçon. Cet épisode funeste – épiphénoménal – serait lié à la décongélation d'une carcasse d'animal jusqu'alors piégée dans le pergélisol. Le scénario d'une pandémie causée par des « virus zombies » comme on les appelle « reste assez science-fictionnel », résume le glaciologue Jean-Baptiste Bosson.

#### EN FRANCE, LES ALERTES SE MULTIPLIENT

Outre ce phénomène, la crise environnementale et l'exploitation des terres perturbent durablement l'aire de répartition géographique des espèces. Lors de l'envahissement de nouveaux écosystèmes, certaines d'entre elles, vectrices de virus, sont amenées à les transmettre directement à l'homme ou à d'autres espèces endémiques déjà présentes : on parle de plus de 300 000 premières rencontres. Ces brassages inédits se focalisent principalement en Chine,

en Asie du Sud-Est, au Sahel ou encore en Afrique tropicale. Les chauves-souris par exemple, à l'origine de la majorité des partages viraux, facilitent la transmission zoonotique, les zoonoses étant des maladies humaines dont l'agent infectieux est issu de l'animal.

Une étude parue en 2022 dans la revue *Nature* suggère ainsi de corrélérer l'analyse de ces affections à celles sur le changement d'habitat des espèces, « en particulier dans les régions tropicales, qui abritent le plus grand nombre de zoonoses et qui connaissent un réchauffement rapide ». En France, dès l'arrivée du printemps, les alertes se multiplient s'agissant du moustique tigre, désormais présent dans 78 départements selon l'Institut Pasteur, et hypothétiquement porteurs de virus tels que la dengue, le chikungunya ou le Zika, en témoignent les cas sporadiques détectés chaque année. L'étude conclut qu'au moins 15 000 transmissions virales interespèces pourraient se produire d'ici à 2070, dont une grande partie pourrait impacter l'être humain. Reste à savoir si certains de ces virus sont menaçants au point d'engendrer une pandémie aussi dévastatrice que celle du Covid. ■

ANTOINE PORTOLES

**U**ne prime Macron comme solde de tout compte. Dans une enquête publiée en octobre 2024, l'Insee assure que les salaires des métiers de la « deuxième ligne » ont chuté, une fois l'inflation prise en compte, de 0,7 % entre 2019 et 2022. Ces 6,8 millions de travailleurs, soit 29 % des salariés du secteur privé, ont été indispensables pour tenir face à la pandémie. Regroupées en 17 familles de métiers, ces professions ont la particularité « d'occuper un emploi difficile à exercer en télétravail et indispensable à la continuité économique et sociale du pays », rappelle l'institut d'études statistiques.

Dans son adresse aux Français du 13 avril 2020, Emmanuel Macron saluait « nos agriculteurs, nos enseignants, nos chauffeurs routiers, livreurs, électriciens, manutentionnaires, caissiers et caissières, nos

**L'exécutif a refusé d'ouvrir une conférence salariale. Et les primes exceptionnelles versées en 2020 se sont taries.**

éboueurs, personnels de sécurité et de nettoyage » qui « tous ont permis à la vie de continuer au fond ». Mais, dans les faits, l'exécutif se refusant d'augmenter le Smic et d'ouvrir une conférence salariale ambitieuse, la seule perspective de reconnaissance a été permise par l'octroi de primes.

Ainsi, en 2020, les travailleurs de « deuxième ligne » ont plus bénéficié de primes exceptionnelles, telle la prime de pouvoir d'achat devenue prime du partage de la valeur, que les autres salariés du privé. Selon l'Insee, en pleine pandémie, ils étaient 25 % à en bénéficier, pour

## Pour les travailleurs de « deuxième ligne », c'est toujours la disette

Loin des promesses de reconnaissance d'Emmanuel Macron, ces salariés essentiels lors de la pandémie ont vu leur rémunération chuter, une fois l'inflation prise en compte, de 0,7 % entre 2019 et 2022, selon l'Insee.



Dans la branche des aides à domicile, les premiers niveaux de salaire restent en dessous du Smic, en raison d'un blocage du gouvernement. LAURENCE GEAY/MYOP

un montant moyen de 584 euros, contre 19 % des autres ouvriers ou employés du privé, qui ont perçu un montant moyen de 576 euros.

Une dynamique qui ne s'est pas inscrite dans le temps : en 2022, les bénéficiaires de ces primes sont moins nombreux au

sein de la deuxième ligne (21 %) que parmi les autres employés et ouvriers (24 %) ou parmi l'ensemble du privé (26 %), constate l'institut. « Les aides à domicile ont eu l'impression de ne pas avoir été reconnues pour le travail réalisé en pleine épidémie, alors que, dans la branche, les premiers niveaux de

salaire étaient en dessous du Smic », tance Laetitia Maure de la CGT.

Dans cette profession à 93,2 % féminine, « il a fallu attendre avril 2021 pour voir le gouvernement agréer l'avenant 43 qui relevait les niveaux de branche, avant que la prime Ségur de 183 euros promise à tous les personnels de première ligne nous soit aussi versée. Depuis, l'inflation est passée par là », insiste la représentante syndicale et animatrice du collectif des aides à domicile de la CGT.

Si des accords de branche ont abouti chez les transporteurs routiers (+6 % en 2022) et dans la sécurité prévention (+5 % en 2024, +3,2 % en 2025 et +2,8 % en 2026), la situation reste précaire chez les aides à domicile. « Le Smic a été réévalué, ce qui a mécaniquement mis les premiers niveaux de salaire de la convention collective en dessous du salaire minimum. Un nouvel avenir résolvant le problème a été voté par les syndicats et les employeurs. Mais le gouvernement refuse de l'agréer. On se retrouve donc avec une profession qui a de très gros problèmes à recruter », déplore encore Laetitia Maure. Avec seulement 75 % de ses salariés qui occupent un emploi à temps complet, soit 3,3 points de moins que dans le reste du secteur privé, les employés des métiers de la deuxième ligne sont les plus impactés par les temps partiels. ■

NAÏM SAKHI, AVEC STÉPHANE GUERARD

## Le Covid long, en souffrance de traitement

Troubles du sommeil, désordres neurologiques, troubles cognitifs, les symptômes touchent aujourd'hui près de 2 millions de personnes en France. De nombreux malades doivent apprendre à gérer une affection encore peu connue du corps médical.

**T**oute ma vie tourne autour de la maladie », se désole Virginie Lopes. À 41 ans, cette assistante de direction à la métropole de Montpellier a vu sa vie bouleversée par le Covid. « J'ai attrapé le virus fin février 2020. À l'époque, on ne parlait pas encore du Covid, les médecins ont donc cru que j'avais une simple grippe. » Virginie commence très vite à ressentir d'intenses douleurs thoraciques, respiratoires puis bientôt digestives. Incapable de manger, la jeune femme descend à 31 kilos et développe une septicémie qui lui fait frôler la mort. Après plusieurs mois d'errance médicale, un diagnostic tombe : Virginie est atteinte d'un syndrome d'activation mastocytaire (Sama), une maladie auto-immune née à la faveur du virus. Cette dernière se manifeste notamment par des douleurs multiples, de la fatigue ou encore des troubles neurovégétatifs.

Comme Virginie, plus de 2 millions de personnes de plus de 18 ans souffrent d'un Covid long, d'après Santé publique France. L'Organisation mondiale de la santé le définit comme un ensemble de symptômes invalidants perdurant au moins deux mois. « Environ 4 % de la population adulte est atteinte de Covid long, 10 % de cette population à peu près en guérir, de 5 à 10 % reste extrêmement handicapée et, pour 90 % des patients, les symptômes s'améliorent, mais de façon très, très lente », a récemment précisé Dominique Salmon Ceron, infectiologue à l'hôpital de l'Hôtel-Dieu à Paris, dans une interview sur Radio France.

En 2022, les autorités sanitaires françaises estimaient que 30 % des personnes infectées par le Covid souffraient d'une affection longue. De 600 000 à 700 000 malades auraient développé une forme sévère, synonyme de handicaps, de galères professionnelles, d'une vie sociale bouleversée, à l'instar de Virginie. Vivant seule avec sa

fille Louise, elle aussi atteinte d'un Covid long, la jeune mère célibataire doit lutter pour travailler, en dépit de son fragile état de santé. « Je suis actuellement à 80 %. C'est un combat quotidien même si j'ai la chance de pouvoir être en télétravail la majeure partie du temps. »

Actuellement, il n'y a aucun médicament spécifique contre le Covid long. Les traitements existants sont utilisés pour d'autres maladies. Parmi eux figurent en bonne place les bêtabloquants, anti-inflammatoires ou antihistaminiques. Virginie y recourt, comme de nombreux patients. « Je prends sept comprimés par jour. En les combinant avec du pacing, cela me permet de limiter les effets de certains symptômes », explique-t-elle. « Le pacing, c'est une méthode qui consiste à adapter sa vie et à se reposer entre ses activités. Si on arrive à le faire, on passe à un Covid long moins sévère », détaille Dominique Salmon Ceron.

De son côté, la recherche médicale multiplie les tests cliniques. « Il y a des essais menés dans chaque pan : sur les antiviraux, les anti-inflammatoires ou les antihistaminiques. D'autres tests sont menés sur les anticoagulants et des médicaments qui agissent plutôt au niveau du cerveau », rapporte l'infectiologue, qui appelle à la création de « centres spécialisés » afin de « former les médecins » sur la maladie. ■

BÉRÉNICE PAUL



Le port de Lianyungang, en Chine. Le pays, en 2020, représente à lui seul 20 % du produit intérieur brut (PIB) global et plus des deux tiers du commerce international. WANG CHUN/CFOTO/CFOTO/AFP

# Le Covid a accéléré la compétition avec la Chine

La fermeture des frontières chinoises a illustré la dépendance des économies à la deuxième puissance mondiale. Face à la relocalisation de certaines productions, Pékin tente de relancer la demande intérieure.

**C**'est un peu hébété que le monde a regardé la Chine se fermer en 2020 pour faire face à l'épidémie de Covid, entraînant la plus importante chute de production de l'histoire contemporaine. De l'Asie à l'Europe, on réalise alors la place prise par Pékin dans l'économie et les chaînes de valeur mondiales. L'empire du Milieu semble ne jamais avoir aussi bien porté son nom et, à l'époque, représente à lui seul 20 % du produit intérieur brut (PIB) global et plus des deux tiers du commerce international. En quelques semaines, d'un pays à l'autre, les économies se retrouvent devant un précipice qui menace d'engendrer un chômage massif.

La dépendance des chaînes d'approvisionnement logistiques à la Chine donne également à voir la fragilité de la stratégie occidentale de division internationale du travail qui a consisté à délocaliser massivement la production pour optimiser les coûts, y compris dans des secteurs vitaux. C'est en effet l'approche qui a prévalu après l'admission de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001. À la faveur de la pandémie, le roi est nu et certains signent même – un peu vite – l'arrêt de mort de la mondialisation. Les signaux d'alerte n'avaient pourtant pas manqué. Même d'ampleur moindre, l'épidémie de Sras, en Chine en 2003 et le tsunami au Japon, en 2011, avaient révélé la fragilité de ce

système et entraîné des blocages dans les industries d'autres pays.

## UNE CHAÎNE DE VALEUR RÉORGANISÉE

En cinq ans, l'Europe, les États-Unis et certains de leurs alliés asiatiques, comme le Japon et la Corée du Sud, ont réorganisé les chaînes de valeur. La protection de certains secteurs stratégiques et la réduction des risques ne suffisent à expliquer à elles seules ce mouvement. La compétition pour l'hégémonie mondiale et la volonté de freiner la montée en puissance de la Chine occupent une place déterminante dans l'élaboration de cette nouvelle stratégie. « Le retrait des entreprises étrangères de Chine ne se limite pas aux industries orientées vers l'exportation, telles que les

appareils électroniques, mais s'étend également aux industries orientées vers la demande intérieure, telles que les technologies de l'information, l'automobile et le commerce de détail », relève Chi-hung Kwan, consultant auprès de l'Institut japonais de recherches sur l'économie, le commerce et l'industrie. La délocalisation hors de Chine profite aux pays émergents de l'Asean (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), à l'instar du Vietnam et de l'Inde, qui deviennent des destinations d'investissement alternatives et adoptent des lois pour faciliter ces implantations.

Pour accélérer le mouvement, les États-Unis imposent de lourds droits de douane supplémentaires sur les importations en provenance de Chine et renforcent les sanctions dans le secteur des hautes technologies. En 2023, l'ex-président Joe Biden confirme l'ampleur de cette compétition stratégique en interdisant les investissements en Chine pour les semi-conducteurs avancés, l'intelligence artificielle (IA) et la technologie quantique, accélérant le dé-couplage des économies. De retour à la Maison-Blanche, Donald Trump devrait durcir le rapport de force pour réduire la place de la Chine dans le commerce mondial. Pour y faire face, Pékin entend renforcer ses échanges avec le Sud global.

## UN PLAN « MADE IN CHINA 2025 »

Peu à peu, la Chine, qui affichait jusqu'alors des taux de croissance insolents, souvent à deux chiffres, observe une tendance baissière, louée par les autorités centrales à la recherche de stabilité et de rééquilibrage du développement entre les zones côtières orientales, le centre et l'ouest à la traîne. Cette année, les prévisions établissent une croissance à 4,5 % mais, ces dernières années, l'augmentation du chômage, en particulier chez les jeunes, place le pays à la croisée des chemins. Par ailleurs, « les coûts salariaux augmentent d'année en année en raison du développement économique et de la diminution de la population en âge de travailler. Par conséquent, l'avantage de la Chine en tant qu'« usine du monde » s'estompe », note encore Chi-hung Kwan.

Outre les conséquences du Covid, Pékin doit faire face à un effondrement de la bulle immobilière, qui grippe également la croissance. Afin de réduire sa dépendance à l'extérieur et le mécontentement des travailleurs, le Parti communiste chinois (PCC) mise sur le développement des industries nationales, principalement dans les hautes technologies, et rend public le plan « Made in China 2025 » tout en réduisant les incitations fiscales dévolues aux sociétés étrangères. Le pays adopte également des mesures de relance, une revalorisation des pensions et une extension de la couverture médicale pour encourager la demande intérieure et réduire le taux d'épargne des ménages, estimé à 37 % du revenu disponible en 2024, signe des craintes pour l'avenir. Et d'une société durablement marquée par les conséquences du Covid. ■

LINA SANKARI

**U**n âge d'or du pire. Du confinement aux campagnes de vaccination, la période marquée par le Covid a été l'une des plus fertiles de l'histoire en matière de théories conspirationnistes. De la création du virus par un laboratoire chinois visant à décimer la population à l'idée d'un vaccin injectant la 5G pour mieux contrôler les foules, même les thèses les plus farfelues ont trouvé un écho inédit dans la population, française comme mondiale. « *En grande période d'incertitude, on cherche des réponses. Or, en 2020, on ne connaît rien du virus, il y a des morts et aucun traitement connu. Tout était réuni* », rappelle Romy Sauvayre, sociologue des sciences et des croyances au CNRS.

Quand les informations fiables et rationnelles manquent, les théories qui avancent un semblant d'explication deviennent très populaires. C'est ainsi qu'a fonctionné la fabrique des fake news pendant la période du Covid, où beaucoup cherchent à expliquer l'origine du virus ou d'un traitement fiable. À ce titre, les mensonges et changements de pied du gouvernement, dans un contexte de peur et de défiance préexistante, n'ont pas aidé. Or, « *dans les premiers mois, ce sont les institutions qui donnaient les informations officielles. Si vous n'adhérez pas au gouvernement, que vous ne lui faites pas confiance, vous allez beaucoup plus facilement douter et aller vers d'autres médias, alternatifs et peu sérieux* », développe la chercheuse, autrice de l'essai *le Journaliste, le scientifique et le citoyen* (Hermann, 2023).

# Du complotisme à l'ère de la post-vérité

Que reste-t-il du succès des théories conspirationnistes liées à la pandémie ? Si la défiance envers la science ne semble pas avoir augmenté, ses effets sur le débat et le rapport aux faits sont visibles.

Depuis ce printemps 2020, le niveau de confiance envers les institutions stagne. Et la pandémie a laissé des traces. « *On a observé, pendant la période, une remise en question systématique de la parole officielle, médiatique, et même des faits tout courts, indique Antoine Bristielle, politologue à la Fondation Jean-Jaurès. Cela s'est finalement propagé sur de nombreux sujets.* »

## « IL N'Y A PLUS BESOIN DE SE BASER SUR DES VÉRITÉS ÉTABLIES »

Le Covid a été catalyseur d'une tendance, celle de la post-vérité, des faits alternatifs à la Donald Trump, qui a d'ailleurs nommé au ministère de la Santé Robert Kennedy Jr., star médiatique des complotistes antivaccin durant la pandémie.

« *Une information ne va plus être considérée comme un fait, mais comme un élément de débat. Même les responsables politiques s'y mettent alors qu'il y a dix ans ils se permettaient beaucoup moins cette remise en question des faits. Désormais, il n'y a plus besoin de se baser sur des vérités établies, on peut se contenter de dire "c'est faux" et avoir un écho médiatique* », déplore le chercheur. L'extrême droite a pu en profiter. Si Florian Philippot a essayé, en vain, de surfer sur le complotisme lié au Covid, Marine Le Pen, pour qui « *une fake news c'est avoir raison cinq à dix ans avant les autres* », s'accommode parfaitement de cette nouvelle ère.

Pour Romy Sauvayre, l'absence de consensus scientifique autour du Covid, dans ses

premières semaines notamment, bien que logique, a eu un rôle particulièrement important dans cette dérive du débat public :

## ANALYSE

« *L'image de la science a pu être égratignée car le débat scientifique s'est mené devant les médias et devant la population. D'habitude, ce n'est qu'après l'établissement d'un consensus que les conclusions scientifiques arrivent aux oreilles de tous. Là, les visions se sont confrontées, les médias ont invité les personnes qui avaient des avis contradictoires. Ils ont en fait montré comment la science pouvait ne pas être sûre.* »

## LE DISCOURS ANTIVACCIN EST LOIN D'AVOIR DISPARU

Pour autant, plusieurs études montrent que la pandémie de Covid n'a, globalement, pas fait évoluer le rapport des Français à la science : 80 % d'entre eux lui font toujours confiance, selon une étude du Cevipof. De la même façon, en 2023, 83,7 % des Français interrogés restaient favorables à la vaccination, selon Santé publique France. « *La défiance vaccinale existait bien avant le Covid. Elle n'a pas forcément grandi, mais se serait radicalisée* », estime Antoine Bristielle. Santé publique France s'inquiète ainsi d'*« une hausse des contournements aux obligations vaccinales*», pour les nourrissons en particulier.

Si le Covid ne fait plus l'actualité, le discours antivaccin est loin d'avoir disparu. « *Des groupes Facebook qui avaient fleuri dans la période restent actifs et relaient les mêmes théories sur d'autres vaccins, comme celui contre le mpox* », indique Romy Sauvayre. D'autres ont dérivé vers d'autres « causes », comme le relais de fausses informations sur l'éducation sexuelle à l'école, qualifiée de « *viol psychologique* » par le site Reaction19. C'est vrai aussi du climatoscepticisme, devenu le cheval de bataille de plusieurs figures du mouvement antipasse sanitaire comme l'entrepreneur Silvano Trotta ou l'ex-sénateur Yves Pozzo di Borgo, qui parle de « *mythe catastrophiste* ». Le complotisme s'autoalimente, offrant à ses adeptes de nouvelles théories auxquelles butiner. ■



Le 3 août 2020, à Paris. À l'époque, les tests de dépistage étaient également effectués dans l'espace public. STÉPHANE LAGOUTTE/MYOP

FLORENT LE DU

# « Aucune leçon n'a été tirée, on continue sur la même lancée »

La gestion de la crise a été « pyramidale, improvisée et cacophonique », relate l'ancienne sénatrice PCF **Laurence Cohen**, qui siégeait dans les commissions d'enquête relatives à la pandémie de Covid.



Le 10 avril 2020, des patients sont transférés de la région parisienne vers des hôpitaux de Bordeaux et de Poitiers. Comme le rappelle l'ex-sénatrice, « c'est grâce aux soignants que le système de santé a tenu le coup ». LAURENCE GEAI/MYOP

**S**énatrice du Val-de-Marne entre 2011 et 2023, la communiste Laurence Cohen a siégé dans les deux commissions d'enquête relatives à la pandémie : celle sur l'évaluation des politiques publiques et celle sur le système hospitalier. Cinq ans après, l'ex-élue se désole de voir qu'aucune réforme structurelle n'a été entreprise.

**Avec cinq ans de recul, comment qualifiez-vous la gestion politique de la pandémie ?**

Il est ressorti des diverses auditions que nous avons menées avec le groupe communiste que cette gestion était en grande partie

improvisée et cacophonique. En définitive, ce sont les soignants qui ont fait face, et c'est grâce à eux que le système de santé a tenu le coup. L'ampleur de la crise a été prise en compte tardivement par les pouvoirs publics, et nous avons eu de grandes difficultés d'organisation, aggravées par les pénuries de masques, de médicaments, de curare. On n'avait pas fait l'inventaire des stocks, et il y avait l'impression qu'on ne savait plus qui devait piloter. Résultat : la gestion a été erratique, avec des cafouillages au niveau des annonces gouvernementales, ce qui a été désastreux pour la confiance dans l'action publique.

**La centralisation à l'Élysée autour du Conseil de défense sanitaire a-t-elle été efficace ?**

Le contexte de crise oblige à prendre des mesures exceptionnelles. Mais on ne peut pas gouverner de manière pyramidale sans prendre en compte la réalité de l'état affaibli du système, et en ignorant les alertes des personnels concernés. On a cru pouvoir décider par le sommet, sans consulter les établissements de proximité. La chaîne de décision en a souffert.

**Faut-il redonner du pouvoir à l'échelon local, qui a été en première ligne ? En créant des agences départementales de santé, par exemple, comme le préconise un rapport de l'Assemblée nationale ?**

C'en'est pas tant un problème d'échelon. Il y a eu en effet des critiques sur les agences régionales de santé (ARS). Mais ce n'est

pas une question de région ou de département. Si on se contente de considérer que ces agences ne sont que des exécutants de la politique du ministère de la Santé, la décision est toujours prise au même endroit et se répercute en cascade, et jamais à partir des besoins des populations sur le terrain. À l'heure actuelle, nous demandons aux ARS de répartir la pénurie de moyens sur le territoire. Avec une telle logique à l'œuvre, déplacer les agences à l'échelon départemental ne changera rien. Par ailleurs, si nous voulons que les communes soient armées en situation de crise, il faut leur confier davantage de moyens. Ce n'est pas ce qui est fait.

**En cas de prochaine pandémie, serait-il possible de l'affronter sans rogner à nouveau sur le fonctionnement démocratique des institutions et sur nos libertés publiques ?**

Les mesures d'urgence prises ont été extrêmement liberticides, et pas obligatoirement pour régler la crise. Je note par exemple que l'état d'urgence sanitaire a été utilisé pour restreindre certaines libertés, mais pas pour réquisitionner les laboratoires, alors que c'était une des prérogatives que cet état d'urgence conférait au premier ministre. Celui-ci ne l'a jamais

fait, alors qu'il y avait des pénuries. Cinq ans après, a-t-on entamé une réflexion sur un pôle public du médicament ? Non. Or il y a toujours des pénuries, alors même que nous ne sommes plus en pandémie. Si demain une autre éclate, comment comptons-nous y

faire face ? Par ailleurs, pour renouer avec la confiance dans l'action sanitaire, il est impératif de remettre de la transparence et de la collectivité dans la prise de décision.

**Considérez-vous que les rapports d'enquête du Sénat ont été suivis d'effets ?**

Les préconisations contenues dans les rapports étaient intéressantes, mais n'ont jamais interrogé la logique néolibérale qu'on impose à l'hôpital. C'est-à-dire qu'on soumet notre système de santé à des impératifs permanents de restriction budgétaire. Souvenons-nous qu'en pleine pandémie on a fermé 5 000 lits d'hôpital, au prétexte du manque de personnel. Ces fermetures se sont ajoutées aux 100 000 lits fermés entre 1990 et 2010. Aucun enseignement ne semble avoir été tiré de cette période. On continue sur la même lancée. Les lois de finances 2025 prévoient 3 milliards d'économie sur l'hôpital et des nouvelles exonérations de cotisation sociale, qui vont créer un déficit pour la Sécurité sociale. La valse des ministres de la Santé (sept depuis 2022 – NDLR) n'arrange rien. Or l'Unesco et l'Organisation mondiale de la santé nous alertent : les pandémies sont amenées à se multiplier dans l'avenir. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR CYPRÉEN CADDEO



**LAURENCE COHEN**  
Ancienne sénatrice  
du Val-de-Marne

LIVIA SAVIEREA

«Il ne suffit pas qu'un aliment soit bon à manger,  
encore faut-il qu'il soit bon à penser.»

Claude Lévi-Strauss

**L'HOMME DU JOUR**



**Aladin Lévéque**

Ils avaient été «sanctionnés pour l'exemple». Ce n'est pas le syndicat SUD éducation, qui les a toujours soutenus, ni leur comité de soutien qui le disent : c'est le rapporteur de la République, devant la cour administrative d'appel de Bordeaux qui examinait, jeudi 13 mars, leur recours contre les sanctions que l'éducation nationale leur avait infligées en 2020. Aladin Lévéque, jeune prof de philo rétrogradé à l'échelon 1, et Sylvie Contini, mutée d'office à plus de 100 kilomètres de chez elle et de l'école de ses enfants, ont vu la cour annuler définitivement ces punitions injustes. Sylvie devra être réintégrée dans le lycée Desfontaines de Melle (Deux-Sèvres) ; Aladin récupérera le préjudice salarial subi pendant ces six ans, et pourra peut-être espérer en finir avec son errance de TZR (titulaire sur zone de remplacement). L'Etat devra leur verser 1500 euros au titre des dommages. Ils avaient été sanctionnés pour avoir fait grève contre les E3C (épreuves communes de contrôle continu), ce fétiche – oublié depuis – de la réforme Blanquer du bac. Devenus, avec deux autres collègues, les «quatre de Melle», ils avaient dû assumer le rôle de symbole de la machine répressive des années Blanquer. Sanctionnés pour avoir manqué à un soi-disant «devoir d'exemplarité» des enseignants, que le ministre avait fait inscrire dans la loi qui porte son nom. Six ans après, Aladin nous confie qu'il lui est malgré tout «difficile de se réjouir», sinon parce que ce verdict va «créer une jurisprudence» pour «celles et ceux qui ont été tout aussi injustement sanctionnés» à l'époque et depuis lors. C'est aujourd'hui ce qui le rend «fier» d'avoir mené ce combat, et lui laisse l'espoir d'un «recul de l'intimidation» et de la peur dans l'éducation nationale. ■

OLIVIER CHARTRAIN

**L'œil de Bobika**



**LA BONNE NOUVELLE «Pink», l'humain le plus ancien d'Europe de l'Ouest**

C'est la plus ancienne découverte du genre faite en Europe de l'Ouest : un fossile humain de plus d'un million d'années a été découvert dans le nord de l'Espagne, révèle la revue *Nature*. Tout a commencé en 2022 quand une équipe de chercheurs espagnols découvrent quelques restes – un bout de mâchoire supérieure et des morceaux de racine d'une molaire – d'un individu adulte, qui aurait vécu il y a 1,4 à 1,1 million d'années. Selon les chercheurs, le spécimen, baptisé «Pink»,

se rapprocherait davantage de l'*Homo erectus*, une espèce plus primitive que l'*Homo sapiens*, notre espèce actuelle. Ce fossile pourrait donc améliorer notre connaissance des temps préhistoriques. Cette découverte soulève également une autre question : comment nos ancêtres, originaires d'Afrique, sont-ils arrivés en Europe de l'Ouest. Alors qu'on pensait qu'ils faisaient le tour de la Terre en passant par le Proche-Orient, il se pourrait qu'ils soient passés par le détroit de Gibraltar... ■

ALEXANDRA CHAIGNON

**L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR**

**Narcotrafic** Bruno Retailleau aura-t-il la peau des libertés publiques ? Au prétexte de lutter contre le trafic de drogue, le gouvernement défend une loi particulièrement attentatoire aux libertés publiques. Débattue publiquement à partir de lundi, elle promet des échanges houleux.

**Santé** Après de vifs débats, le gouvernement a validé ce 14 mars la mise à jour du Nutri-Score, un outil essentiel pour guider les consommateurs vers une alimentation plus saine. Mais, derrière cette avancée, les lobbys de l'agroalimentaire continuent de mener une guerre d'influence pour limiter son impact et empêcher son adoption à l'échelle européenne.



**LE BILLET  
DE MAURICE  
ULRICH**

**Bonnes parties**

La fête nous avait échappé dont le *Wall Street Journal*, repris par *l'Opinion*, nous apprend l'existence. C'était en octobre dernier en Arabie saoudite avec une pléiade de stars dans le magnifique complexe hôtelier de Sindalah, ouvert avec trois ans de retard et un coût trois fois plus élevé que prévu de 4 milliards de dollars, mais ouvert enfin, ou presque. Il s'agissait ainsi de fêter la première partie du grand projet du prince Mohammed Ben Salmane, baptisé Neom. Une station de ski sur une montagne aride, un immense quartier d'affaires flottant sur l'eau et un «immeuble», appelé The Line, de 170 kilomètres de long et 500 mètres de haut. Le tout évalué à 8 800 milliards de dollars, 25 fois le budget du pays, d'ici à 2080... Un nouveau monde, avec moins de législation, de contraintes juridiques... Les coûts sont en hausse, les retards s'accumulent. Le cabinet de conseil McKinsey assure que tout va bien. On attend pour 2034 huit cents mètres de The Line avec un stade au sommet pour la Coupe du monde de foot. Bonnes parties. ■

**COUP DE PROJECTEUR**

**Un village résiste à Suez**

C'est un peu David contre Goliath en Seine-et-Marne. Le Pin, un village situé à 25 km de Paris, se mobilise contre l'extension d'un site de stockage de déchets dangereux sur son territoire par Suez, dont de l'amiante et des terres polluées provenant de la réhabilitation de friches industrielles. Une installation classée, pour ces raisons, Seveso haut. Ce week-end, une cinquantaine d'habitants se sont rassemblés devant la mairie. Ils redoutent notamment des pollutions via l'écoulement des eaux de pluie. Le 10 janvier, le conseil municipal du Pin a voté à l'unanimité une motion d'opposition au projet d'extension de Suez. Et s'est opposé à modifier son plan local d'urbanisme pour permettre cette extension. Une décision locale contrecarrée par le préfet, qui a qualifié le projet d'intérêt général en avril 2024.

**MILITANTISME** Figure du PCF et de l'Assemblée nationale, le chef de file des députés communistes a été élu, le 14 mars, maire adjoint de Saint-Amand-Roche-Savine, dans son Puy-de-Dôme natal. Il quittera ses fonctions au Palais-Bourbon prochainement.

**L**'un des députés les plus costauds de l'Assemblée nationale, tant par sa carrure que par sa connaissance du Parlement, passe la main. André Chassaigne, figure du Parti communiste, connu pour ses bons mots, ses coups de gueule, sa moustache blanche comme neige et sa défense de la justice sociale, des services publics, de la ruralité et de Cuba, quittera fin mars son siège au Palais-Bourbon. Mais ce n'est pas une porte qui se ferme. « Il s'agit surtout d'en ouvrir une pour la suite. J'accorde une grande importance à la transmission. J'ai 74 ans, il est temps de laisser la place », mesure-t-il.

Le 14 mars, le chef de file des députés communistes a été élu maire adjoint dans sa commune auvergnate de Saint-Amand-Roche-Savine. « Je reprends le premier mandat que j'ai eu à 27 ans. La boucle est bouclée ! » Et quelle boucle. Lors des législatives de 2002, le PCF perd 14 sièges et n'en gagne qu'un seul. Qui enregistre une telle conquête, à contre-courant de la dynamique nationale ? André Chassaigne. « Candidat pendant vingt-quatre ans avant de gagner », l'ancien professeur de lettres et d'histoire-géographie, devenu principal de collège et maire de sa ville, arrache la 5<sup>e</sup> circonscription du Puy-de-Dôme. Après avoir usé quatre présidents de la République, 12 premiers ministres et sept présidents de l'Assemblée, « Dédé » a toujours siégé dans l'opposition. « C'est facile de cogner. Et les gouvernements auxquels j'ai fait face le méritaient. Mais je me méfie des critiques qui n'écrivent jamais de romans. J'ai

donc sans cesse cherché à m'investir dans le corps-à-corps législatif avec cet objectif : être un député d'opposition sans concession, tout en étant capable de revenir en circonscription avec des avancées dans ma besace. »

À la surprise générale, en 2008, André Chassaigne fait voter un amendement anti-OGM, qui provoque une crise ausein du gouvernement UMP. « J'avais réussi à convaincre les députés de droite de la nocivité du projet. » Les caméras se braquent sur l'élu. Les troupes présidentielles adoptent dans la foulée un amendement similaire du député UMP François Grosdidier. Et, pour calmer le jeu sans perdre la face, Nicolas Sarkozy se déclare favorable à « l'amendement Chassaigne-Grosdidier ». « De retour en circonscription, les gens m'ont félicité, puis certains m'ont dit, outrés, qu'ils étaient scandalisés que Sarkozy m'ait appelé "Chassaigne Gros Dédé" », rigole encore celui qui prendra la tête du groupe GDR en 2012. François Hollande vient d'être élu. Les citoyens attendent une politique de gauche. Il n'en sera rien. « Il existe en Auvergne des petites fenêtres dans nos fermes, que l'on appelle "fenestrou". À trop l'emprunter, François Hollande s'est coincé dans le fenestrou de la droite et ne peut plus en sortir », lance en 2016 André

Chassaigne, ulcéré par le projet de déchéance de la nationalité comme par les lois Macron et El Khomri passées par 49.3. « J'en ai connu une trentaine. Tout ce que la Ve République a prévu pour que l'exécutif domine le législatif est utilisé sans aucune mesure, écrasant toujours plus la représentation nationale. C'est catastrophique pour la démocratie. J'avais qualifié le régime de "démocrature" sous le premier quinquennat Macron. Le "triple coup de force" est quasi permanent contre l'opinion, les syndicats, les parlementaires. Personne ne profite des assauts d'une violence inouïe du capital contre notre modèle social. Sauf les milliardaires et l'extrême droite », s'indigne le député.

#### « UN GROUPE POUR QUI LE SOLEIL NE SE COUCHE PAS »

En vingt-trois ans au Palais-Bourbon, « Dédé » a mené bien des batailles. « C'est un monument de l'Assemblée, et c'est un militant. Un magnifique porteur de parole pour la ruralité. Un ami des outre-mer. Un internationaliste, un antiraciste, un humaniste », souligne Huguette Bello, présidente du conseil régional de La Réunion, qui a siégé avec lui. Car communistes et élus progressistes ultramarins composent le groupe GDR. « C'est notre richesse.

# André Chassaigne, ce n'est qu'un au revoir

OU JE FAIS UN  
DON EN LIGNE !



JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ  
EN VERSANT

€

NOM / PRÉNOM \_\_\_\_\_

E-MAIL \_\_\_\_\_

TÉL. \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_

DÉFISCALISATION

VOTRE DON VOUS DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔT DE 66 %, DANS LA LIMITÉ DE 20 % DU REVENU IMPOSABLE.

Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €. Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

Je fais un don de 1 à 499 € :

Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.

Je donne 500 € ou plus :

Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de l'Humanité en partage.

Souscription 2025

Le prix de la vérité

Votre don est à retourner à l'Humanité, souscription, immeuble Calliope, 5, rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex.

J'accepte de recevoir des informations de la part de l'Humanité.



**PORTRAIT**

André Chassaigne à l'Assemblée nationale, le 22 juin 2022. VINCENT ISORE/IP3

*J'ai eu le bonheur de présider un groupe pour qui le soleil ne se couche jamais, où nous avons tous en commun de lutter pour qu'il n'y ait aucun sous-citoyen, aucun sous-territoire*, relève André Chassaigne.

L'élu est aussi respecté de ceux qu'il combat. « Il a acquis beaucoup d'expérience dans la défense du Parlement. Même quand il cogne dur, c'est argumenté et justifié », observe Fabien Roussel, secrétaire national du PCF. « On est nombreux à l'apprécier, et à le trouver redoutable. Mais on lui pardonne, sauf peut-être ses mots lors de l'affaire Benalla », souffle un macroniste. En 2018, scandalisé par l'enterrement de la commission d'enquête dédiée à l'obscure collaborateur du président, André Chassaigne étrille la servilité des députés de la majorité, les qualifiant « d'intestins silencieux de la bouche élyséenne » et leur assénant qu'ils ont prouvé « que même sans colonne vertébrale il est possible de ramper ».

Stéphane Peu, pressenti pour reprendre la coprésidence du groupe GDR avec Émeline K/Bidi, se souvient de ses premiers pas devant cette Macronie alors triomphante : « Il y avait surtout des néo-députés dans le groupe. André, qui est un personnage hors norme, un hyperactif, un boulimique de travail, a été d'une aide précieuse pour nous accueillir et nous lancer sur le chemin de l'offensive. » « Quand on pose une question au gouvernement, il nous glisse toujours cette boutade : "Attention tout le parti te regarde, pose correctement ta question" », raconte Fabien Roussel, qu'André Chassaigne a convaincu de se lancer, lors du congrès du PCF de 2018, afin d'en prendre la tête.

**« IL FAUT SAVOIR ÊTRE UTILE DANS L'ADVERSITÉ »**

L'Auvergnat ne lâche jamais rien. Engagé dans un long combat pour valoriser les retraites agricoles, afin qu'aucune ne soit inférieure à 85 % du Smic, il a affronté tous les mauvais coups gouvernementaux possibles avant d'obtenir gain de cause, avec deux lois qui portent son nom. « Au pouvoir, on aurait fait bien plus. Mais il faut savoir être utile dans l'adversité. » C'est cette endurance, son aura et son expérience qui l'ont amené à

devenir, en 2024, candidat du Nouveau Front populaire à la présidence de l'Assemblée. « Si cela n'avait pas été lui, jamais un communiste ne se serait imposé comme candidat commun du NFP, alors que nous étions le seul groupe à avoir perdu des sièges. Son autorité et sa personnalité lui ont permis de convaincre non seulement à gauche, mais au-delà », loue Stéphane Peu. Le député du Puy-de-Dôme a reçu 207 voix lors du vote, contre 220 pour Yaël Braun-Pivet. Seulement 13 voix d'écart, alors que 17 ministres démissionnaires ont pris part au vote en dépit de toutes les règles pour l'empêcher de gagner. « André Chassaigne aurait fait un formidable président de l'Assemblée », regrette Huguette Bello.

« Si c'était arrivé, j'aurais gardé les pieds sur terre. Mon père était ouvrier. J'ai grandi dans une cité Michelin. Quand il revenait de l'usine avec sa musette, je courrais voir s'il n'y avait pas des tracts des syndicats du PCF. J'avais des photos du Che dans ma chambre, et on me disait qu'une bouteille de Coca-Cola valait, c'était une balle pour un petit Vietnamien. » À la place du soda, ce sera donc un verre d'eau ou de vin, pour ce bon vivant amateur de cigarettes cubaines, et sauveur de la fraise de

veau, un temps interdite à la consommation. La situation politique de 2025 lui laisse un goût amer en bouche. « Avec la centaine de députés RN à l'Assemblée, la révolution n'est pas pour tout de suite, mesure-t-il. La gauche, si elle sait combattre frontalement la xénophobie et les inégalités, peut rassembler et renverser la vapeur. »

Charge à Julien Brugerolles, son suppléant, de prendre la suite au Parlement. « Il est très présent à mes côtés et sur le terrain, on va simplement inverser les rôles », indique « Dédé », qui ne quittera pas Paris de sitôt. « Nous allons pouvoir l'exploiter davantage au conseil national du PCF, apprécie Fabien Roussel. Sa parole y est importante sur les sujets internationaux, brûlants en ce moment. » La dernière question au gouvernement d'André Chassaigne, prévue le 25 mars, ne signera donc pas son dernier acte politique. Militant un jour... ■

AURÉLIEN SOUCHEYRE

## Bayrou trahit la parole donnée aux syndicats

**RETRAITES** Le premier ministre a fermé la porte, dimanche, à la possibilité d'un retour à 62 ans de l'âge légal de départ, torpillant les conclaves en cours avec les organisations syndicales.

I avait affirmé qu'il n'y aurait, sur le sujet, « ni totem ni tabou ». Il n'a pas fallu trois mois à François Bayrou pour se dédire. Enjambant allégrement le calendrier de 11 rendez-vous prévus avec les syndicats, d'ici au mois de mai, sur la question de l'abrogation de la réforme des retraites, le premier ministre, interrogé ce dimanche sur France Inter, a asséné un non cinglant à l'éventualité d'un retour à 62 ans de l'âge légal de départ à la retraite (contre 64 ans dans la loi), au prétexte que le contexte international, marqué par la guerre en Ukraine, ne le permettrait pas. « C'est absolument scandaleux », a réagi dans la foulée, auprès de *l'Humanité*, Denis Gravouil, secrétaire confédéral de la CGT chargé des négociations sur les retraites. Le représentant syndical dénonce « une trahison de la parole donnée aux organisations syndicales et aux parlementaires », qui est aussi, selon lui, l'aboutissement d'une stratégie visant, depuis plusieurs semaines, « à torpiller le processus de discussions en cours » (trois sessions de réunions sur 11 ont déjà eu lieu). « Ceci est finalement cohérent avec les réelles positions de François Bayrou, qui, en bon macroniste, est depuis toujours favorable à cette réforme, derrière sa très opportuniste façade d'ouverture au dialogue », analyse le syndicaliste.

**DES PROPOS JUGÉS « INCOMPRÉHENSIBLES »**

Il pointe par ailleurs le « cynisme absolu » consistant à dresser l'argument de la menace d'une guerre pour justifier cette volte-face : « La guerre, c'est le contraire du progrès social. Et c'est justement maintenant qu'il ne faut surtout pas céder sur nos fondamentaux », martèle Denis Gravouil. Une position partagée par le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, qui a réagi, sur X, au revirement du premier ministre : « Au nom de l'économie de guerre, François Bayrou dit non au retour à la retraite à 62 ans. Voilà pourquoi nous dénonçons les discours guerriers qui alimentent les conflits et font aussi reculer les droits des travailleurs. Non à l'économie de guerre, oui au progrès social ! »

Du côté des autres syndicats, l'heure est également à la sidération. « La CFDT juge les propos de François Bayrou incompréhensibles », a ainsi déclaré son négociateur et secrétaire adjoint, Yvan Ricordeau, dans une déclaration à l'AFP, ajoutant que le prochain rendez-vous, prévu mardi 18 mars, « sera l'occasion d'une véritable clarification », tandis que, selon Denis Gravouil, « pourrait se poser, pour la CGT, la question de la continuité d'une participation » à ces conclaves. ■

HAYET KECHIT

**L**es communistes veulent un autre ordre du monde. À l'heure où l'extrême droite s'installe à la tête des États-Unis et où la guerre en Ukraine fait rage, « le monde s'engage dans une course folle », s'inquiète Fabien Roussel, qui introduisait les travaux du conseil national du PCF, ce samedi à Paris. Avec une optique : « Nous devons actualiser notre corpus au regard des enjeux nouveaux » en observant les logiques des puissances à l'œuvre. S'il se montre sévère face à l'attitude des pays occidentaux, il invite à « ne pas dédouaner Poutine », qu'il repeint en « nouveau tsar de Russie, qui lui aussi, dans un monde multipolaire, cherche à asseoir la puissance de son pays face aux États-Unis, à la Chine ». Alors que les négociations entre Moscou et Washington se tiennent dans le dos des Ukrainiens, le dirigeant communiste souhaite que l'Union européenne et la France prennent « l'initiative d'appeler à une nouvelle conférence pour la sécurité des peuples d'Europe, une nouvelle conférence d'Helsinki comme ce fut le cas dans les années 1970 pour mettre fin au risque de guerre ». À terme, cette conférence, à laquelle participeraient tous les pays du continent, doit permettre « la sortie et la dissolution de l'Otan et une reprise des négociations pour un désarmement global en Europe ».

#### POUR « UNE BASE INDUSTRIELLE FRANÇAISE, INDÉPENDANTE »

Il dénonce notamment le « choix de la fuite en avant sociale et militaire » des dirigeants libéraux, qui « entendent profiter de cette crise pour mettre en place une économie de guerre et s'en prendre à l'ensemble de nos conquises sociaux ». Pour autant, il assume le besoin « d'investir dans les moyens de défense nationale (...) pour nous libérer de la tutelle américaine et de toute tutelle étrangère » et non pour « se projeter dans des guerres impérialistes à l'étranger ». Cela appelle, selon lui, à « une base industrielle française, indépendante ».

Attention à ne pas augmenter les dépenses militaires, se sont inquiétés certains conseillers nationaux. « Les Français ont compris l'économie de guerre telle que les gouvernements la comprennent : c'est encore plus d'austérité », a ainsi prévenu Denis Durand. « Nous n'avons pas à souscrire aux 800 milliards réclamés par l'UE, qui ne sont prévus qu'au seul bénéfice des marchands de canons et du capital en difficulté », alerte Marie-Christine Burricand. D'autres appellent en revanche à ne pas « opposer dépenses pour se défendre et dépenses sociales, les gens ne le comprendraient pas ».

L'attaque de l'extrême droite contre les savoirs a animé une partie des débats. Amar Bellal, responsable du secteur écologie, dénonce la « censure de la science », citant le fait que l'agence météorologique des États-Unis ne « mentionne plus le CO<sub>2</sub> sur sa page Web » ou que la Nasa a rompu tout « soutien technique au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ». Il s'agit d'un « projet politique visant à asseoir



Le conseil national du PCF dénonce « la fuite en avant guerrière », les politiques de Donald Trump et de Vladimir Poutine.

# Le PCF ausculte le désordre du monde

**GAUCHE** Le conseil national du parti communiste s'est penché, samedi, sur la situation internationale. L'absence de réelles négociations pour la paix en Ukraine et l'arrivée de Donald Trump au pouvoir inquiètent.

une hégémonie politique » et dans lequel « tout ce qui est contestataire est balayé », s'insurge Jean-Noël Aqua, qui liste les domaines visés par l'administration Trump : la recherche sur le climat, les pesticides, la domination patriarcale, etc. Le conseiller de Paris Jacques Baudrier s'inquiète, avec l'arrivée de l'extrême droite aux États-Unis, d'une « politique irresponsable de l'industrie fossile » et voit dans l'alliance naissante entre Donald Trump et Vladimir Poutine « l'union de deux pays qui veulent un développement économique sur la base de l'énergie fossile », dangereuse pour le climat.

#### LA FRANCE, « UNE VOIX INDÉPENDANTE POUR LA PAIX »

Pour les communistes, les tensions internationales naissent des concurrences économiques. « Les États-Unis, la France » considèrent les Brics « comme des menaces nouvelles », estime Fabien Roussel, inquiet : « Quand des puissances

capitalistes ont peur, elles attaquent. La guerre devient un moyen d'asseoir leur domination. » Aux origines des tensions, on trouve entre autres le « capitalisme états-unien », qui « mène la guerre économique » et « assèche les capitaux du monde entier pour son propre développement, afin de faire remonter le taux de profit du capital américain et protéger le dollar contre les attaques des Brics », qui cherchent à s'émanciper de leur dépendance au billet vert, souligne Frédéric Bocvara.

Au terme des débats, le conseil national du PCF a adopté une résolution afin de faire de la « France une voix indépendante pour la paix », qui dénonce « la fuite en avant guerrière », les politiques de Donald Trump et de Vladimir Poutine, et invite la France à réinvestir les cadres internationaux de discussions sur le désarmement et à promouvoir une initiative pour une paix juste en Ukraine. ■

GAËL DE SANTIS

#### MUNICIPALES UN APPEL À LA RIPOSTE

La direction communiste s'est penchée, samedi, sur les municipales de 2026. Elle s'inquiète, dans une résolution, des menaces « d'asphyxie financière » des collectivités territoriales due à l'austérité. Le PCF fait le choix de ne pas nationaliser le scrutin pour porter des « programmes ambitieux alliant progrès social et transition écologique » construits dans les territoires, avec les autres forces de gauche et les citoyens. Plusieurs conseillers nationaux ont invité à s'inscrire dans le cadre du Nouveau Front populaire. Il n'existe, pour l'heure, pas de négociations nationales entre les quatre partis de la coalition de gauche. Le PCF appelle à des « rassemblements les plus larges », faisant valoir qu'il est la deuxième force de gauche en nombre d'élus. Des chefs de file seront désignés, cet été, dans les villes de plus de 20 000 habitants.



## ACCORD À ARKEMA

Dans le cadre du plan social à Arkema de Jarrie en Isère, un accord a été trouvé avec l'usine voisine Framatome, où seraient transférés 50 postes, sur les 154 menacés. Les syndicats continuent à exiger l'annulation du PSE et du projet de fermeture de l'usine.

## PSE SIGNÉ À AUCHAN

La CFTC a signé, le 14 mars, après quatre mois de négociations, un accord sur le plan social imposé par Auchan, prévoyant la suppression de 2 389 postes. Le syndicat se joint à la CFDT et à la CGC pour valider ce PSE, rejeté par la CGT, qui dénonce une « soumission » de la CFTC.

## ARRÊT DES GRÈVES PAR LES DOCKERS

Après une réunion avec les représentants ministériels, la CGT ports et docks a annoncé, le 14 mars, la suspension de sa mobilisation à partir de ce lundi pour poursuivre ces négociations. Le syndicat multiplie les grèves depuis janvier dans les ports contre la réforme des retraites.

# « Utiliser l'argent des Européens en Europe »

**DIPLOMATIE** Pour contrer un Donald Trump qui se sert des droits de douane comme d'un outil de négociation, l'économiste **David Cayla** appelle l'UE à remettre en question son dogme du libre-échange.

**D**es droits de douane de 200 % sur le vin et le champagne européens. La menace que fait planer Donald Trump sur la filière viticole européenne illustre l'usage que fait le président états-unien des droits de douane : un outil diplomatique et de négociation économique. Pour y faire face, il ne faut pas seulement se défendre, mais remettre en question le dogme du libre-échange européen, nous explique l'économiste David Cayla.

### Quelle stratégie Donald Trump suit-il avec ses droits de douane ?

Il faut d'abord se souvenir que Trump avait annoncé pendant sa campagne vouloir supprimer les impôts sur le revenu, pour les remplacer par les revenus tirés de l'augmentation des droits de douane. Son idée est de faire payer les pays étrangers pour améliorer le niveau de vie aux États-Unis. Stephen Miran, économiste en chef à la Maison-Blanche, a théorisé les droits de douane comme outils de diplomatie et de négociation. Cela constitue une vraie rupture avec la vision du « nouvel ordre mondial » promue par Bush à la fin de la guerre froide : l'idée d'une mondialisation heureuse où l'économie serait détachée du politique et du diplomatique et favoriserait la paix.

### Cette stratégie politique a-t-elle des chances de produire les effets escomptés ?

Diplomatiquement, pour l'instant, force est de constater que cela produit des effets. Des concessions ont été obtenues avec le Mexique, le Canada... On remarque d'ailleurs que Donald Trump utilise l'arme commerciale au service du politique, mais aussi la diplomatie au bénéfice de l'économie, lorsqu'il veut s'emparer

des ressources du sous-sol de l'Ukraine ou du Groenland. Mais que va-t-il se passer quand les autres ne céderont plus à son chantage ? D'autant que Trump s'en prend particulièrement aux alliés historiques des États-Unis, qu'il traite comme des adversaires. Il risque l'isolement. Car augmenter les droits de douane n'aura pas seulement comme conséquence de faire payer les pays étrangers. La hausse de 50 % sur l'acier canadien va avoir des répercussions sur la compétitivité de l'industrie états-unienne. Et les barrières douanières risquent d'entraîner



**DAVID CAYLA**  
Économiste, membre  
des Économistes  
atterrés

une inflation importante qui va peser lourdement sur le pouvoir d'achat des consommateurs.

### Justement, que pensez-vous de la réaction européenne ?

Qu'elle n'est que cela malheureusement : une réaction. L'Europe est incapable de répondre à Trump par une logique symétrique. L'Union européenne reste sur son vieux logiciel très libre-échangiste,

avec la multiplication des traités et la baisse des droits de douane qui va avec. Une politique qui nous rend dépendants

des exportations : c'est ce qui inquiète les vignerons français, mais aussi et surtout l'industrie allemande très spécialisée.

### Concrètement que pourrait, ou devrait, faire l'Europe ?

En ce moment, des discussions ont lieu à Bruxelles au sujet d'investissements massifs dans la défense. Pourquoi pas, mais on pourrait penser à d'autres projets plus utiles pour les ménages : des lignes de train à grande vitesse partout en Europe par exemple. Il faut utiliser l'argent des Européens en Europe, grâce à une politique industrielle qui permette un regain de souveraineté. Ceserait alors un effet positif de la politique de Trump à long terme : elle pourrait amener les autres pays victimes de cette stratégie américaine à recentrer leurs économies sur leurs marchés proches, au moins à échelle continentale. Dans le rapport Draghi, souvent cité, qui suggère que l'Union devrait consacrer annuellement 750 à 800 milliards d'euros supplémentaires au soutien à l'investissement, en particulier dans le numérique, il manque cette logique de souveraineté. Par exemple, on pourrait dire qu'on abandonne les Gafam dans les administrations publiques pour n'utiliser que du logiciel libre. Car les États-Unis nous font payer très cher l'usage de leurs outils numériques. Trump exploite nos faiblesses et il en profitera jusqu'à ce qu'on regagne en indépendance, en capacité industrielle, et jusqu'à ce que, nous aussi, nous associons politique et économie, commerce et diplomatie. Ce qui a toujours été le cas dans l'histoire. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PIERRIC MARISSAL

Le président américain fait planer une menace sur la filière viticole européenne : 200 % de droits de douane sur le vin et le champagne.  
JUSTIN SULLIVAN/GETTY IMAGES NORTH AMERICA/AFP





REPORTAGE



Soueïda (Syrie), envoyé spécial.

**L**orsque l'on part de la grande ville du Sud syrien, Deraa, et que l'on arrive à Soueïda, en pays druze, on est immédiatement transporté dans un autre monde. La différence est d'autant plus remarquable que dans la première, sunnite, on observe strictement le mois sacré de ramadan alors que, dans la seconde, il n'en est rien. Les Druzes – dont la religion est issue du chiisme ismaïlien – rejettent la charia et les obligations rituelles qui en découlent. En ce mois de mars, à Soueïda, les rues sont animées, des odeurs de cuisine viennent chatouiller les narines, les cheveux des jeunes filles qui déambulent bras dessus bras dessous semblent électrisés par le soleil et le vent. Comme partout dans le monde, les jeunes hommes regardent discrètement et sourient. La vie au quotidien. Le calme observé est trompeur. Cette minorité, qui ne représente que 3 % de la population syrienne, a toujours défendu avec force sa spécificité culturelle et religieuse, y compris les armes à la main. La France colonisatrice en sait quelque chose. La statue de Sultan Pacha Al Atrach, qui a conduit la révolte syrienne de 1925-1927, trône en bonne place.

#### EFFRAYÉS PAR LES MASSACRES CONTRE LES ALAOUITES

Il y a quelques semaines encore, la place de la Dignité (Karamé) au centre de Soueïda, était noire de monde. Elle a été aménagée comme un vaste forum. De là rayonnerait la volonté de cette communauté telle qu'exprimée en lettres capitales, en anglais : « Peace to all Syrians. Freedom » (Paix pour tous les Syriens. Liberté). Si le nouveau drapeau syrien figure en bonne place, celui des Druzes – vert, rouge, jaune, bleu, blanc, disposés en cinq bandes – éclate partout. Pourtant, le lieu est désespérément vide en cette mi-mars. « On est dans le brouillard », avoue Hassan Abou Moinghdeb, 60 ans, un commerçant. « Les massacres contre les Alaouites nous ont effrayés. Peut-être que le gouvernement n'est pas coupable mais on a entendu les slogans de l'extrémisme islamique. On pourrait bien être les prochains sur la liste. » Un sentiment largement partagé.

Dans cette région toujours rebelle et farouchement indépendante, la question qui traversait la société

# « En tant que Druze, notre unité est notre protection »

**MOYEN-ORIENT** Les représentants de la minorité installée dans le sud de la Syrie ont choisi de s'entendre avec le nouveau pouvoir de Damas. Mais Tel-Aviv, qui occupe le plateau du Golan, se pose en garant de leur sécurité.

concernait les relations avec le pouvoir central. Faut-il pactiser et même s'investir dans la nouvelle gestion, y compris en intégrant les forces de sécurité ? Autant d'interrogations qui ont déchaîné les passions et attisé les tensions à Soueïda. Des braises sur lesquelles s'est empressé de souffler Tel-Aviv. D'autant qu'Israël, qui occupe une partie du Golan syrien depuis 1967, peuplé de

Druzes, s'affirme maintenant comme leur protecteur. Au début du mois, Benyamin Netanyahu et son ministre de la Défense, Israël Katz, avaient ordonné à leur armée de « se préparer à défendre » la ville de Jaramana, à la périphérie de Damas, majoritairement druze, où les forces du nouveau pouvoir se sont battues avec des hommes armés locaux. « On a peur que les Israéliens s'en



Soueïda, le 12 mars.  
À gauche, rue  
commerçante  
du centre-ville.  
Au centre, le cheikh  
Laith Al Balous  
milite pour que  
« tous les Syriens  
vivent dans un État  
de droit, de justice  
et d'égalité ».  
Ci-contre, place  
de la Dignité,  
haut lieu des  
manifestations  
en faveur  
des droits  
des minorités,  
ornée des drapeaux  
syrien et druze.

NICOLAS CLEUET/LE PICTORIUM  
POUR L'HUMANITÉ



servent comme excuse pour nous envahir », explique encore Hassan Abou Moinghdeb.

Laith Al Balous nous reçoit dans sa madafé, à quelques kilomètres de Soueïda. La pièce, destinée à recevoir les invités, est décorée des portraits de ses ancêtres. À commencer par son père, le cheikh Wahid Al Balous, tué lors de l'explosion de sa voiture le 4 septembre 2015. Fondateur du Mouvement des hommes pour la dignité, il était à la fois opposé au gouvernement du président Bachar Al Assad et aux insurgés islamistes. Son fils Laith a pris la relève. « Ce qui nous guide, c'est le refus de toute division de la Syrie », explique-t-il à *l'Humanité*. « Nous sommes avec Damas pour la paix dans la région, que tous les Syriens vivent dans le même État de droit, de justice et d'égalité. Nous sommes allés le dire à Ahmed Al Charaa (le président syrien par intérim - NDLR). »

Quelques jours plus tard, un accord était annoncé. Il prévoit que les services de sécurité de Soueïda soient rattachés au ministère syrien de l'Intérieur et que les officiers de police locaux soient issus de cette province méridionale. Le gouvernement nommera cependant un gouverneur et un chef de la police qui ne seront pas nécessairement originaires de Soueïda, alors que les représentants druzes l'ont explicitement demandé.

Pratiquement au même moment, la présidence syrienne, qui cherche à unifier un pays qu'elle ne contrôle pas, annonçait lundi un accord visant à « intégrer » dans les institutions de l'État toutes les administrations civiles et militaires relevant de l'administration autonome kurde du nord et de l'est de la Syrie.

**Les nouvelles autorités ont été perçues avec crainte, « surtout du fait de leur passé salafiste ».**

La barbe blanche soigneusement lissée, cheikh Youssef Jerboua, l'un des chefs spirituels de la communauté, fait part de son pragmatisme. La chute du clan Assad a créé un vide institutionnel dangereux. « Il fallait rentrer en contact avec le gouvernement du président Al Charaa afin d'activer les institutions de l'État dans le gouvernorat de Soueïda. » Il a bien conscience que ce lien avec les nouvelles autorités de Damas a été perçu avec crainte par les Druzes, « surtout du fait de leur passé salafiste », souligne-t-il, « et donc d'une possible application de la charia ». Pas d'illusions donc pour le cheikh Jerboua. « Pour nous, Daech, al-Nosra et leurs frères et sœurs sont les mêmes, et la même personne se trouve à leur tête », insiste-t-il en faisant allusion à Ahmed Al Charaa, qui avait importé en Syrie les organisations djihadistes. Il rappelle le massacre perpétré le 10 juin 2015, dans le village druze de Qalb Lozeh, au nord du pays, près d'Idleb, par les combattants d'al-Nosra.

#### UNE DÉLÉGATION DE CHEIKHS REÇUE EN ISRAËL

Un autre cheikh influent, Hikmat Al Hajri, adopte une attitude plus ambiguë. Donné comme acquis à un accord, il a fait savoir qu'il n'était pas question de traiter avec le gouvernement de Damas, avant que des fuites n'indiquent l'inverse. Membre de la direction du groupe armé « Conseil militaire », Amer Kalb, que *l'Humanité* a pu rencontrer à Soueïda, explique suivre les directives du cheikh Al Hajri mais estime que « les forces du gouvernement actuel interfèrent dans les affaires de Soueïda pour créer des problèmes ». Il affirme : « En tant que minorité, nous sommes prêts à coopérer avec tous ceux qui sont d'accord pour nous protéger. » Un appel du pied à peine voilé à Israël.

Preuve que la situation est loin d'être politiquement stable, une délégation de cheikhs druzes syriens s'est rendue en visite dans ce pays, vendredi, pour la première fois depuis cinquante ans. Officiellement, ils devaient se rendre dans le nord d'Israël, à Julis, pour y rencontrer leur homologue dans ce pays, cheikh Mowafaq Tarif, avant d'aller prier près de Tibériade sur le site du tombeau de Nabi Chouaïb, le plus haut lieu saint druze en Israël. Mais, de l'autre côté de la ligne de démarcation, en Syrie, un communiqué signé d'habitants du village de Hadar a condamné « fermement la visite faite par

certains de nos cheikhs en Palestine occupée. Nous n'avons pas oublié et n'oublierons pas les crimes et les violations commis par l'État occupant contre notre peuple au Golan, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza », ajoute le texte.

Le cheikh Youssef Jerboua s'inquiète de son côté des possibles récupérations politiques d'un tel voyage, dont il ne remet pas en cause les motifs religieux. « En tant que Druzes, nous avons toujours été unis face aux invasions et à la colonisation. Notre unité est la base de notre protection. » Quant à Laith Al Balous, il dénonce les avancées israéliennes en territoire syrien mais il estime que « cela servira à Netanyahu pour négocier le retrait de cette zone, tout en conservant le plateau du Golan ».

Lueur d'espoir, le Mouvement politique de la jeunesse, créé en 2021 dans la clandestinité, qui aujourd'hui tente de faire entendre une autre voix. « Nous ne posons pas la question de façon confessionnelle ou communautaire. Nous voulons une représentation majoritaire, la séparation de la religion et de l'État », souligne Bachar Srewe, 30 ans, sans se bercer d'illusions. Il sait que la tâche s'annonce « difficile ». Lui et ses amis ont été menacés. En guise d'avertissement, des balles ont été placées devant chez eux. ■

PIERRE BARBANCEY

## ANNONCES LÉGALES

*Le journal *l'Humanité* est officiellement habilité pour*

*l'année 2025, pour la publication*

*des annonces judiciaires et légales dans les départements : 93, 94.*

*Arrêté du 16 décembre 2024 relatif à la tarification et aux modalités de publication des*

*annonces judiciaires et légales.*

*- Pour les constitutions, dissolutions, clôtures, changement de nom patronymique et toutes autres modifications en vie des sociétés : le tarif est au forfait*

*- Toutes autres modifications ou événements multiples : le tarif est de 0,237 euro H.T. le caractère*

### DIVERS SOCIÉTÉS

#### PMS

*SAS au capital de 3 000 euros*

*Siège social : 125, avenue Jean-Lolive,*

*93500 Pantin*

*843 303 330 RCS Bobigny*

Le 5 mars 2025 l'actionnaire a décidé de transférer le siège social au 76, rue de la Pompe, 75116 Paris. Président : M. Boubaaya M Barek, demeurant 24, impasse Louis-Pergaud, 60600 Clermont. Mention faite au GTC de Bobigny.

### AVIS DIVERS

M. PENDA N'WALLONG DAVID, né le 28 janvier 1981 à 99 YAOUNDE, demeurant 10, Boulevard Gallieni, 93460 Gournay-Sur-Marne, agissant au nom de son enfant mineur, Mme RODRIGUES PENDA N'WALLONG LUCY, née le 10 juillet 2020 à 94000 Crétel, dépose une requête auprès du Garde des Sceaux à l'effet de substituer au nom patronymique de son enfant mineur celui de RODRIGUES.



Des centaines de milliers de manifestants convergent vers la place Slavija à Belgrade, le 15 mars. ANDREJ ISAKOVIC/AFP

# Manifestation historique à Belgrade contre la corruption

**BALKANS** Dans une vive émotion, les étudiants serbes ont réussi le pari de réunir un nombre inédit de manifestants contre le pouvoir. Ils ont signé samedi un événement qui dépasse les rassemblements d'avant la chute de Slobodan Milosevic.

Belgrade (Serbie),  
correspondance particulière.

**L**a Serbie a connu samedi la plus grande manifestation de son histoire. Des centaines de milliers de personnes ont battu le pavé à Belgrade – ils étaient peut-être 300 000 ou 400 000, bien plus en tout cas que lors de la chute de Slobodan Milosevic, le 5 octobre 2000. Dès vendredi soir, des milliers de personnes avaient accueilli les colonnes d'étudiants arrivées à pied ou à vélo de tout le pays, dans une ambiance surchargée d'émotion. Beaucoup boitaient du

fait de la longue marche, et presque tous les étudiants pleuraient en foulant le tapis rouge déployé sur la place Terazije, acclamés par la foule massée sur les trottoirs.

Le rassemblement de Belgrade était le point d'orgue provisoire d'une longue série de mobilisations entamée depuis l'effondrement de l'auvent de la gare de Novi Sad, le 1<sup>er</sup> novembre dernier. Aux yeux des manifestants, cet événement tragique illustre la corruption endémique qui compromet la sécurité des travaux publics et éclabousse les institutions.

Samedi, la foule devait converger depuis plusieurs points de rassemblement vers le Parlement de Serbie et la place Slavija,

second point de rendez-vous annoncé dans la matinée. Alors que tous les transports publics avaient été arrêtés – officiellement pour « raisons de sécurité » –, un immense cortège s'est ainsi ébranlé dans le quartier moderne de Novi Beograd, accompagné par les tracteurs des agriculteurs de Voïvodine, venus prêter main-forte aux étudiants.

Ces derniers jours, le président Vucic avait multiplié les annonces alarmistes sur les risques de violence, accusant l'opposition de préparer un « coup d'État » et dénonçant « la violence bolchevique inouïe des plenums étudiants ». Dans le même temps, il a rassemblé ses propres partisans dans le parc des

## REPORTAGE

Pionniers, en face du Parlement. Depuis dix jours, des « étudiants qui veulent étudier » y ont dressé un camp de tentes, mais celui-ci n'a jamais réuni plus de quelques centaines de personnes, souvent bien âgées pour être étudiantes, dont nombre de vétérans des guerres des années 1990. Ces faux étudiants, dont certains ont reconnu être payés 50 à 100 euros par journée de présence, sont vite devenus la risée de tout Belgrade, gagnant le surnom de « caci », une déformation du mot « élève ». Quand la ferveur des manifestants semble retomber, le cri « ceux qui ne sautent pas sont des caci » suffit à faire bondir toute la foule.

### LE RÉGIME JOUE LA CARTE DE L'ÉPUISÉMENT

La police a annoncé la présence de seulement « 107 000 manifestants », un chiffre sûrement très sous-évalué, et dont la précision même est suspecte. En effet, on ne saura jamais combien de personnes ont défilé dans les rues de Belgrade ni combien n'ont pas pu atteindre la capitale. Depuis le 14 mars, le trafic ferroviaire était totalement interrompu dans tout le pays – officiellement à cause de menaces de bombes – et beaucoup de compagnies d'autocars avaient reçu la consigne des autorités de suspendre leurs liaisons vers Belgrade. Samedi matin, de longues files de voitures se pressaient donc sur les autoroutes, et il est certain que bien des manifestants n'ont jamais pu arriver dans le centre de la capitale.

En fin d'après-midi, des pierres ont été jetées sur la foule depuis le camp du parc des Pionniers. Très vite, le service d'ordre étudiant a fermé les accès à la place du Parlement, poussant la foule à se diriger vers la place Slavija, mais ces incidents ont signé la conclusion précipitée de la journée, les étudiants craignant d'être débordés, appelant « à une fin pacifique du rassemblement » pour « garantir la sécurité de toutes les personnes présentes ».

Ces incidents se sont produits alors que le temps des discours était venu sur la place Slavija. Les porte-parole étudiants – qui refusent de donner leur nom pour éviter toute personnalisation du mouvement – ont rappelé que « la souveraineté démocratique appartenait aux citoyens ». « Aucun individu ne peut être l'État à lui tout seul, nous sommes tous l'État », a déclaré une jeune femme, avant d'assurer que « c'est avant l'aube que la nuit est la plus sombre ».

Le président Aleksandar Vucic s'est adressé à la nation dans la soirée, reconnaissant l'ampleur de la mobilisation mais, alors que le Parlement n'a toujours pas accepté la démission présentée le 28 janvier par le premier ministre Milos Vucevic, le régime joue la carte de l'épuisement. Les étudiants viennent pourtant de lui signifier que leur détermination demeurait intacte et qu'il avait perdu le soutien de la « majorité silencieuse ». Sur le terrain, la mobilisation ne flétrit pas : depuis vendredi, un plenum citoyen a investi la mairie de Cacak, une ville de 100 000 habitants à 150 kilomètres au sud de Belgrade. ■

JEAN-ARNAULT DÉRENS

# Pour le XV de France, l'année de tous les records

**RUGBY** Une victoire poussive face à l'Écosse (35-16) aura suffi.

La France décroche le tournoi des Six-Nations. Les Bleus ont creusé un sillon qui pourrait les mener au Mondial 2027 emplis de certitudes.

**P**ourquoi ce tournoi des Six-Nations marquera-t-il l'histoire du XV de France ? La première réponse vient sans doute de cette rencontre face à l'équipe du Chardon. Bien que malmenés par des Écossais très joueurs, forts au sol et malins dans toutes les phases de jeu, les Bleus ont su se sortir de ce pétrin pour finalement prendre le large en seconde période et assurer la victoire (35-16) avec quatre essais et le gain du tournoi. Il fut un temps où les hommes de Fabien Galthié se seraient pris les pieds dans le tapis et auraient fini par craquer.

C'est sans doute à cela que l'on reconnaît une grande équipe : passer le cap malgré les temps faibles. « Il y avait un peu de pression malgré tout, nous avions en face de nous une équipe d'Écosse légère et désinhibée. Il n'y a jamais eu de victoires faciles face à eux, mais là, on a su se sortir d'une situation chaotique. On a certes moins bien réussi que récemment, mais je sens que l'on touche à quelque chose », a rappelé Fabien Galthié à l'issue de la rencontre. Au-delà de la victoire et ce tournoi en

poche, le sélectionneur a voulu rappeler qu'il y avait eu, une semaine plus tôt, un acte fondateur appelant à encore plus de jours meilleurs pour le futur : « Le match contre l'Irlande est celui de nos six années passées ensemble. » Il est vrai que, durant son mandat, l'ancien joueur de Colomiers a su former une ossature solide devant et une philosophie derrière avec, chaque saison ou presque, une petite touche de nouveauté en allant chercher ici et là des perles peu connues du bétien. Avoir sélectionné un Melvyn Jaminet, un Gabin Villière, par exemple, ou encore, avant la Coupe du monde 2023, avoir sorti de sa hotte celui qui va devenir sans doute, et qui l'est déjà, le meilleur ailier du monde – « Bip Bip » Louis Bielle-Biarrey (LBB) – n'est pas donné à tous.

Ce qui est encore moins donné, ce sont les performances et la pluie de records que cette équipe a battus dans cette édition 2025. À tout seigneur, tout honneur, Damian Penaud, le fantasque ailier de l'Union Bordeaux Bègles, a égalé avec un 38<sup>e</sup> essai en Irlande le record que détenait Serge Blanco. Autre

serial scoreur, Louis Bielle-Biarrey a des temps de passage hallucinants. Avec une huitième réalisation dans le tournoi, l'ailier français a réussi le tour de force de signer un Grand Chelem, marquant contre chacune des équipes. Cette performance, toutes nations européennes confondues, datait decent ans.

Et puis il y a la botte de Thomas Ramos. Le Toulousain est dorénavant seul, non pas au monde, mais en France. Le numéro 15 est depuis samedi soir le recordman du nombre de points marqués en équipe de France (450 points). Il dépasse Frédéric Michalak (436 points). Pourtant, au-delà des performances individuelles, il y a aussi la performance collective. Les Bleus ont inscrit 30 essais... Un record en cinq matchs ! le XV de France fait mieux que l'Angleterre et ses 29 réalisations sur une même édition du tournoi. C'était en 2001 !

Seul ombre à ce tableau d'honneur, la blessure d'Antoine Dupont, qui va éloigner de nombreux mois des terrains le meilleur demi de mêlée de la planète. ■

ÉRIC SERRES



En dépit de son absence sur le terrain pour blessure, c'est Antoine Dupont qui soulève le trophée de la victoire du tournoi des Six-Nations. JULIEN DE ROSA/AFP

## LA CHRONIQUE SPORT DE MEJDALINE MHIRI

JOURNALISTE  
INDÉPENDANTE



## Jusqu'où la contradiction ?

dernières années, le royaume saoudien s'investit particulièrement dans le tennis à la faveur d'un partenariat pluriannuel signé en mai 2024 avec la WTA. Jamais à court d'idées à propos d'égalité, le royaume a poussé la contradiction à son paroxysme en prenant la tête de la commission des droits des femmes à l'ONU au printemps dernier. Toutefois, cela constitue uniquement le côté pile de la pièce.

Côté face, on se demande combien de temps encore les institutions internationales vont tolérer les agissements d'un pays qui pousse à l'émancipation des femmes du moment que ce n'est pas sur son propre territoire ? En mars 2023, Amnesty International s'insurgeait que l'entrée en vigueur de la loi relative au statut personnel adoptée en Arabie saoudite perpétue « le système de tutelle masculine et inscrit dans la législation la discrimination à l'égard des femmes dans la plupart des aspects de la vie de famille ». En Arabie saoudite, les féminicides via des exécutions augmentent et les militantes des droits des femmes subissent emprisonnement et tortures.

Enfin, le rapport 2025 de l'ONG Human Rights Watch écrit noir sur blanc que « les investissements du PIF dans des événements sportifs (...) servent à faire oublier le bilan déplorable du pays en matière de droits humains », mais aussi que « des capitaux du PIF sont utilisés pour des projets qui ont conduit à l'expulsion de force d'habitants, à la destruction de quartiers, à faire subir de graves abus aux travailleurs et à réduire certaines communautés au silence ». Alors, combien de temps encore ? ■

La fin justifie-t-elle les moyens ? Pour parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes, peut-on accepter les dollars de régimes combattants cet impératif ? Manquait-il une partie du texte de Virginie Despentes, suite aux récompenses attribuées à Polanski et au départ révolté d'Adèle Haenel aux Césars 2020, devenant ainsi « on se lève, on prend l'argent, et on se casse ! » ? La WTA a en partie répondu à ces interrogations. Le 6 mars, la structure qui gère le circuit professionnel féminin de tennis a annoncé que le PIF financerait désormais jusqu'à douze mois de congé maternité aux joueuses et garantirait deux mois de congés payés pour celles devenues parent via une mère porteuse ou par adoption, le PIF étant un fonds public d'investissement saoudien (et non un chien facétieux jaune et marron sur deux pattes).

Un droit enfin débloqué, semblable à celui des handballeuses, des footballeuses, des baskettisseuses via leurs accords collectifs, ou encore des coureuses cyclistes. Si la WTA recense actuellement 25 joueuses et mères toujours en carrière, plus de 300 sportives seraient éligibles au dispositif, rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2025. Il faut souligner que, ces

# «Schoenberg et Chostakovitch, un chemin vers la conscience»

**MUSIQUE** Joshua Weilerstein est le nouveau directeur musical de l'Orchestre national de Lille. Pour l'un de ses premiers grands concerts, il a choisi deux œuvres bouleversantes qui dénoncent les crimes du nazisme.

## ENTRETIEN



Lille (Nord), correspondance particulière.

**N**é en 1987 à Rochester (État de New York) dans une famille de musiciens, Joshua Weilerstein entreprend très tôt l'étude du violon et, lors d'une tournée au Panama et au Guatemala, il a la chance de se produire comme violon solo devant des milliers de jeunes qui découvrent la musique classique. L'expérience est révélatrice : il sera musicien et chef d'orchestre. En 2009, il remporte à Copenhague (Danemark) le premier prix du concours Malko pour les jeunes chefs d'orchestre et, depuis lors, il est invité à diriger de nombreuses formations tant aux États-Unis qu'en Europe. En septembre 2024, il est nommé directeur musical de l'Orchestre national de Lille.

Pour l'un de ses premiers grands concerts à la tête de cette formation, il a choisi deux œuvres bouleversantes, rarement jouées, qui ont en commun de dénoncer l'antisémitisme et les crimes contre l'humanité commis par les nazis. Il s'agit de l'oratorio d'Arnold Schoenberg *Un survivant de Varsovie* (1), créé en 1948, et de la 13<sup>e</sup> symphonie *Babi Yar*, de Dmitri Chostakovitch, sur le poème d'Evgueni Evtouchenko, qui fit sensation en 1962 à Moscou (2).

**Dans quel état d'esprit abordez-vous ces deux compositions très différentes de forme et de durée ?**

J'ai eu l'idée de programmer ces deux compositions ensemble parce que, à mon avis, ce sont des œuvres de conscience. *Un survivant de Varsovie* est la première œuvre musicale après la Seconde Guerre mondiale qui évoque les victimes de la Shoah. En 1947, ce n'était pas très bien connu et, aux États-Unis, les gens n'en parlaient pas. Aussi Schoenberg a-t-il rencontré beaucoup de difficultés pour la monter, personne ne voulant la jouer. Quant à Chostakovitch, on sait qu'il avait été très impressionné par le poème



**JOSHUA WEILERSTEIN**  
Directeur musical  
de l'Orchestre national de Lille

Babi Yar et, après avoir écrit un premier mouvement, il a décidé de composer une grande symphonie avec quatre autres poèmes d'Evtouchenko. À mes yeux, c'est très important parce qu'il a poursuivi le travail de conscientisation.

**Vous voyez donc un lien fort entre le premier poème d'Evtouchenko et les quatre suivants ?**

Oui, c'est très puissant. Il y a un chemin vers la conscience, la lutte contre l'antisémitisme en premier lieu, avec un usage incroyable de l'humour pour comprendre les réalités, dire la vérité de la vie quotidienne en Union soviétique et dans le monde. Chostakovitch estimait que les idées d'Evtouchenko étaient très claires et très importantes.

**« Il est important de continuer à jouer les œuvres, à raconter cette histoire, alors que les derniers survivants disparaissent. »**

**Avec son ami Isaac Glikman, Chostakovitch s'interroge sur l'appellation de cette œuvre. Il parle de poème symphonique, de suite vocale symphonique, puis de symphonie. Qu'en pensez-vous ?**

Pour moi, c'est plus qu'un oratorio. C'est tout à la fois un poème symphonique, une symphonie et aussi un oratorio.

**Et la composition de Schoenberg ?**

C'est un petit oratorio, mais aussi une pièce de théâtre avec des intervenants qui parlent en trois langues ; cette dimension existe également chez Chostakovitch avec le chœur de basses.

**Vous avez déclaré un jour : « Un orchestre qui joue Mahler doit être prêt à tester l'émotion dans ses extrêmes, à maintenir une forme d'hyper-émotivité. » Peut-on dire la même chose des deux œuvres que nous évoquons ici ?**

À certains moments, oui. C'est très important de jouer Schoenberg, peut-être pas comme Mahler, mais avec une grande intensité, particulièrement cet oratorio sur *Un survivant de Varsovie*. Avec Chostakovitch – qui aimait beaucoup Mahler –, ça change. Parfois, c'est très puissant, avec énormément d'émotion. Ainsi, à la fin du premier mouvement, l'orchestre doit être capable de jouer avec une grande énergie, sarcastique, ironique. Parfois, il y a des moments très froids et cet impératif est très difficile, car il s'agit pour l'orchestre de préserver toute l'intensité.

**Il y a quatre-vingts ans, à la libération du camp d'Auschwitz, le monde découvrait l'horreur absolue. La musique peut-elle être un antidote à l'antisémitisme, au racisme, à la déshumanisation banalisée, à la négation d'autrui ?**

C'est très difficile à dire. La musique ne peut pas changer le monde mais changer un peu la perspective. Chostakovitch a dit quelque chose de très intéressant à propos de la 13<sup>e</sup> symphonie ; il constate que, avant le poème d'Evtouchenko, l'histoire du massacre de Babi Yar était peu connue en Union soviétique, mais après la publication de ce poème beaucoup de monde a eu connaissance de cet événement. Ce qui faisait dire à Chostakovitch : « L'art détruit le silence. » Une enquête récente, dans mon pays, révèle que presque 60 % des jeunes de 18 à 24 ans ne connaissent pas le mot « Auschwitz »... Cela montre à quel point il est important de continuer à jouer les œuvres, continuer à raconter cette histoire alors que les derniers survivants et témoins de cette époque disparaissent, parce que sans connaissance du passé, sans histoire, on n'apprend rien du présent. ■

**ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PAUL K'ROS**

(1) Un survivant de Varsovie est joué ce lundi soir à la Philharmonie à Paris.

(2) Les 29 et 30 septembre 1941, au ravin de Babi Yar, dans la banlieue de Kiev, 33 771 juifs sont massacrés par les troupes hitlériennes.

# Évoluer dans le trouble

**DANSE** Traversée par des préoccupations très actuelles, la création du jeune chorégraphe Catol Teixeira n'en est pas moins singulière. À découvrir deux fois lors du festival Arts et Humanités, à Cergy-Pontoise.

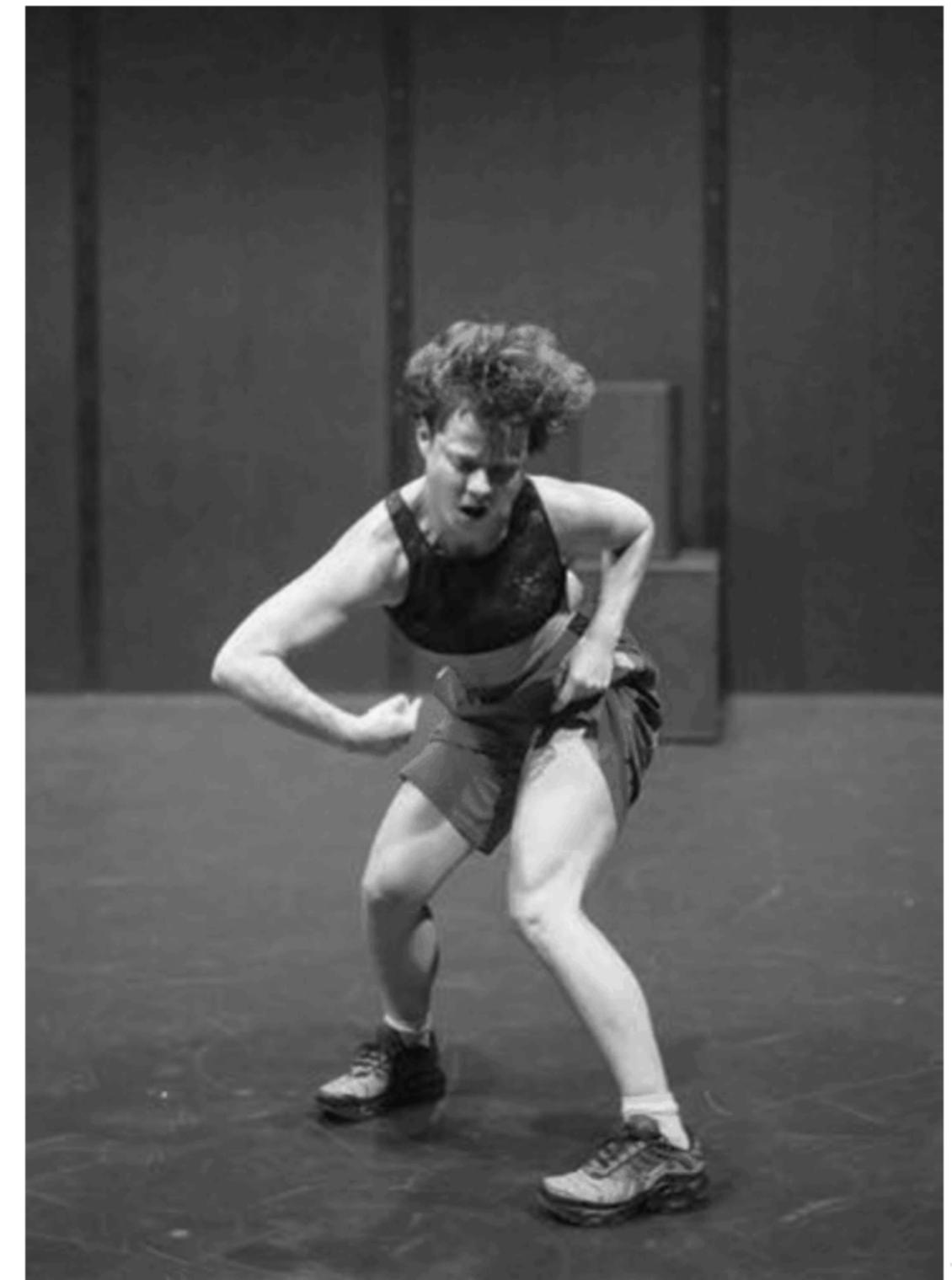
**C**'est une apparition. Un corps gracieux mais bizarre, d'abord suspendu aux cintres puis tombé au sol, où il semble renaître sous nos yeux, esquissant quelques pas frêles à quatre pattes, mais les pieds en pointe. *Clashes Licking* révélait Catol Teixeira au public français dans la chaleur du Festival d'Avignon 2023, et le jeune danseur et chorégraphe y avait l'air d'un mirage – une promesse aux contours troubles mais revitalisante.

Pour le public de Points communs, nouvelle scène nationale de Cergy-Pontoise et du Val-d'Oise, le festival Arts et Humanités donne l'occasion de se familiariser deux fois avec cette figure montante de la jeune scène chorégraphique suisse. Et de découvrir, au milieu d'un programme plein de pépites, sa danse sophistiquée, hédoniste et véritablement queer. Pensé comme un hommage à Nijinski, *Clashes Licking* reprend à l'étoile russe la figure du faune, mais aussi une

**« Arrebentação » désigne l'endroit où la vague se casse. Un endroit transitoire par essence.**

appréciation résolument avant-gardiste du corps en mouvement. Le visage occulté par une longue perruque bleu-gris, Catol Teixeira campe un hybride : entre l'humain et l'animal, loin des pôles binaires du genre. Sans rien chercher à démontrer, il donne cependant beaucoup à voir, décloisonne la perception du corps, et bouge d'une façon qui ne ressemble à rien : le résultat est un mélange de bizarrerie et de sensualité, une étrange vision glamour, un corps presque nu sous un latex couleur chair, qui ne se sursexualise pas pour autant.

Brésilien de naissance, diplômé en 2021 de l'école lausannoise de la Manufacture, Catol Teixeira est venu du cirque à la danse, et les agrès que l'on voit dans ses œuvres en sont le reliquat. En



Catol Teixeira, danseur sidérant, à la grâce et à l'élégance folles.

GREGORY BATARDON

tant qu'artiste, il cultive une sensibilité queer qui devient l'endroit d'un questionnement des formes, ainsi qu'une certaine idée de la communauté, construite dans les rues et dans les fêtes de Rio de Janeiro, où il part étudier le ballet à l'âge de 16 ans. Aussi *Arrebentação* s'ouvre-t-il sur une masse humaine enlacée, comme sortie d'un after cotonneux, qui traverse la scène en marquant de petites secousses. Peu à peu, les corps se détachent et entrent dans une zone ambiguë, où ils font groupe en marquant leurs différences, inventant une dramaturgie de singularités connectées.

En portugais, « arrebentação » désigne l'endroit où la vague se casse ; un endroit transitoire par essence, auquel répond la technique des corps qui, au plateau, teste la plasticité du groupe. C'est la première pièce que le chorégraphe compose pour cinq interprètes, et si elle n'a pas la puissance

du solo qui la précède, elle permet de mettre en exergue une conception poétique et libératoire du collectif. Prises ensemble, les deux pièces, qui ont tout à voir avec des préoccupations très actuelles en art et en danse, laissent néanmoins déceler, pour ce jeune artiste, un parcours singulier. Surtout, elles le donnent à voir lui-même en tant que danseur, et c'est peu de dire qu'il est un interprète sidérant, à la grâce et à l'élégance folles, dont les mouvements se tiennent loin des clichés et des images préconçues : un souverain en zones troubles. ■

**SAMUEL GLEYZE-ESTEBAN**

*Clashes Licking*, de Catol Teixeira, les 21 au 22 mars. *Arrebentação - Zona de derrama, last chapter*, de Catol Teixeira, les 25 et 26 mars. À Points communs, scène nationale de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise) lors du festival Arts et Humanités. Rens. : points-communs.com

**LA CHRONIQUE  
THÉÂTRE DE  
JEAN-PIERRE  
LÉONARDINI**


## Le Théâtre du Soleil, en somme

**On doit à Béatrice Picon-Vallin, directrice de recherche émérite au CNRS,** maints ouvrages importants sur l'histoire du théâtre et de la mise en scène, au premier rang desquels s'impose sa traduction des œuvres complètes de l'illustre novateur Vsevolod Meyerhold, fusillé en 1940 sur ordre de Staline. Elle publie le *Théâtre du Soleil* (1), impressionnante somme documentée qu'on peut dire exhaustive, portant, en sous-titre, « Les soixante premières années ». Elle retrace donc, pas à pas, une épopee artistique d'une exceptionnelle longévité. Ariane Mnouchkine fonde le Théâtre du Soleil en 1964 avec, notamment, Philippe Léotard, Jean-Claude Penchenat, Françoise Tournafond... En préface, Béatrice Picon-Vallin réaffirme le projet initial : « *Le théâtre est fait pour raconter le monde, pour l'éclairer et nous donner la force de le comprendre et donc de le transformer.* » Il apparaît, dès

**Des formes cardinales, venues d'un ailleurs bénéfique et fascinant.**

le *Songe d'une nuit d'été* et la *Cuisine*, d'Arnold Wesker, qu'une quête esthétique neuve, née d'une forme de travail collectif sévère mais juste, augure un destin hors-sé-

rie. 1789 et 1793 vaudront à la compagnie la renommée internationale, jamais démentie. Béatrice Picon-Vallin épouse la genèse de tous les spectacles du Soleil, en donnant la parole à tous les artistes et artisans auxquels ils sont dus.

**Avec leur concours sincère, elle révèle les secrets de fabrication d'une aventure artistique communautaire,** qui produit sans cesse, au prix d'un labeur acharné ; pas seulement en scène, jusque dans le domaine bâti de la Cartoucherie, où le Soleil essaiera. De Jacques Copeau à Charles Dullin, des jeux de masques de la commedia dell'arte et de l'art des clowns, de l'école Lecoq aux théâtres d'Asie (nô, kabuki et marionnettes du bunraku du Japon, disciplines scéniques de l'Inde et du Tibet...), le Soleil, où l'improvisation est primordiale, s'est inspiré sans trêve de formes cardinales venues d'un ailleurs bénéfique et fascinant. **De l'Âge d'or aux pièces de Shakespeare, des Atrides à l'Indiade ou Tambours sur la digue** (entre autres nombreux textes d'Hélène Cixous), via les Éphémères, le Dernier Caravansérail, les Naufragés du fol espoir, etc., le Soleil n'a pas démordu de cette maxime : « *Le théâtre, c'est l'art de l'autre.* » Le dernier spectacle en cours, Ici sont les dragons, parrainé par Stéphane Courtois, auteur d'un Livre noir du communisme, témoigne à l'envi que le Soleil n'a jamais été « encarté », car il y tend à prouver que le malheur monstre du monde, c'est la faute à Lénine. ■

(1) Aux éditions Actes Sud, très nombreuses et belles illustrations, 440 pages, 46 euros.

# Voler un pain conduit toujours au bagne

**THÉÂTRE** Marjorie Nakache présente au Studio Théâtre de Stains sa nouvelle création, *le Roman d'une vie*, d'après *les Misérables*, de Victor Hugo, adaptés par Xavier Marcheschi.

**S**ur la scène vide du Studio Théâtre de Stains, en Seine-Saint-Denis, une porte s'ouvre. Deux hommes se font face. L'un a volé un pain. Les gendarmes l'ont conduit au bagne. Il se nomme Jean Valjean. L'autre est celui qui lui a donné chair. Père littéraire. C'est Victor Hugo. Ainsi débute *le Roman d'une vie*, adapté des *Misérables* par Xavier Marcheschi, et mis en scène par Marjorie Nakache.

Pas question, en à peine une heure, de condenser la vie de l'écrivain né en 1802 à Besançon et mort à Paris en 1885. Ni de résumer une de ses œuvres maîtresses où les Thénardier, Cosette comme le policier Javert ont depuis longtemps poursuivi leur chemin dans l'imaginaire collectif, au-delà des 2600 pages du roman. Le duo Nakache-Marcheschi s'est avant tout intéressé à la rencontre brutale entre deux univers.

Au début, l'auteur de *Notre-Dame de Paris*, fils du général d'Empire Joseph Léopold Sigisbert Hugo, est fidèle à l'idéologie réactionnaire du père et de ce milieu bourgeois. Puis, l'homme de lettres prend le large. Progressivement. Son œuvre littéraire en témoigne, tout comme ses positions publiques, par exemple contre la peine de mort. Il défend aussi, à la chambre des Pairs de France, puis à l'Assemblée nationale où il a été élu, des mesures sociales en faveur des enfants et des femmes. Ce qui lui vaudra quolibets et insultes d'une bonne part de ses anciens amis politiques. Son « discours sur la misère » du 9 juillet 1849 marque cette rupture. Son opposition à Louis Napoléon Bonaparte (futur Napoléon III) lui valut même d'être banni et exilé.

Commentant *les Misérables*, Hugo déclarait : « Tant qu'il y aura sur la terre ignorance et misère, des livres de la nature de celui-ci pourront ne pas être inutiles. » Mais, comme le dit Marjorie Nakache, « apparemment, il y a toujours (de la misère) ce qui explique le succès inépuisable de cet ouvrage ». ■

#### UNE RÉSONNANCE CONTEMPORAINE

Par petites touches, la pièce fait intervenir, face à l'auteur, les principaux protagonistes. La porte, déjà mentionnée, est à peu près le seul élément de décor mobile sur le plateau. Des projections vidéo, signées Vincent Mézières et dessinées au cordeau, font bien le reste. Et les comédiens Baptiste Drouillac, Valentin Fruitier, Clémence Laboureau, Xavier Marcheschi et Irène Voyatzis sont les multiples personnages de l'aventure. Signalons aussi les lumières d'Hervé Janlin.

Des multiples rebondissements qui se succèdent au fil des cinq gros volumes du récit ne subsiste ici que la petite musique de fond. Mais essentielle pour suivre le fil. *Le Roman d'une vie* est à la fois un regard porté sur l'auteur et sur son œuvre, devenus inséparables. Avec une résonance contemporaine. « Dans une époque où la coupure entre le pouvoir et le peuple semble tout aussi réelle qu'à celle d'Hugo, le spectacle veut montrer le processus de création d'un homme qui tente par son art de briser ce mur d'égoïsme et de repli », souligne la metteuse en scène. Jolie façon de dire que *les Misérables* sont toujours d'une chaude actualité. ■

GÉRALD ROSSI

Jusqu'au 28 mars au Studio Théâtre, 19, rue Carnot, Stains (Seine-Saint-Denis), tél. : 01 48 23 06 61.



Les comédiens Baptiste Drouillac, Valentin Fruitier, Clémence Laboureau, Xavier Marcheschi et Irène Voyatzis sont les multiples personnages de l'aventure. VINCENT MÉZIÈRES



L'EMI forme des types de profils spécifiques recherchés par les rédactions, tels que journalistes reporters d'images, photographes de presse ou encore secrétaires de rédaction.

# L'École des métiers de l'information se bat pour sa survie

**INDÉPENDANCE** Spécialisée dans le perfectionnement et la formation professionnelle des journalistes, l'EMI a vu son chiffre d'affaires amputé de 40 % par la région Île-de-France en 2024. Aujourd'hui en redressement judiciaire, elle doit trouver un repreneur avant le 7 avril.

**K**elvin et Stéphanie sont salariés. Mais, sur leur temps libre, les deux jeunes gens suivent des cours du soir, depuis décembre dernier, à l'École des métiers de l'information (EMI), à Paris, une structure qui permet aux salariés et aux chômeurs de se reconvertis, mais aussi aux professionnels de l'information de se perfectionner. Kelvin, qui travaille au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), n'a « *jamais eu aucun ressenti d'une mauvaise situation financière* » depuis le début de leur formation. Et pourtant l'EMI, fondée en 1982 dans l'effervescence des médias portés par des

associations, des syndicats et des radios libres, est en danger.

L'institution, spécialisée dans la formation professionnelle, est amputée de 40 % de son budget depuis près d'un an. Sa disparition créerait, selon le sociologue spécialiste des médias Jean-Marie Charon, « *un manque pour les rédactions intéressées par un type spécifique de profil* », les journalistes reporters d'images, les photographes de presse et les secrétaires de rédaction.

## UN STATUT QUI PERMET « UNE DÉMOCRATIE INTERNE »

En cessation de paiement, l'école a obtenu un redressement judiciaire le 5 septembre 2024. Le tribunal de commerce leur dévoilera, lundi 7 avril, les candidats à la reprise. Mais la direction n'aura aucune

marge de manœuvre : le choix définitif du repreneur revient au tribunal. « *J'espère qu'on ne va pas être racheté par Bolloré* », a entendu Kelvin. L'inquiétude est réelle, après le rachat de l'École supérieure de journalisme de Paris par un consortium de milliardaires, du réactionnaire Vincent Bolloré aux libéraux Rodolphe Saadé et Bernard Arnault... Le changement serait majeur pour l'établissement, dont le statut de société coopérative et participative (Scop) permettait « *de garder un fonctionnement associatif, une démocratie interne, pour que les salariés puissent influer sur l'orientation de l'école* », selon François Longérinas, président de l'EMI et ancien directeur de 1995 à 2022.

La faute en revient à la région Île-de-France : sous prétexte de politique

d'austérité et de suspicions de fraudes, elle a supprimé l'aide individuelle régionale vers l'emploi (Aire) début 2024. « *Les deux tiers de nos fonds proviennent des aides publiques* », résume David Eloy, directeur de l'EMI. Soit une instabilité constante, confirme Jean-Marie Charon, qui insiste : « *L'EMI est suspendue au pouvoir politique*. » L'Aire permettait, depuis 2022, à des candidats en reconversion (âgés de 30, 40, 50 ans) de financer 80 % de leur formation, soit entre 8 000 et 10 000 euros pour une année au sein de l'EMI. Surtout, ce dispositif était le seul à assurer le financement d'études consacrées à des métiers hors tension en Île-de-France. C'est par cette porte que la région présidée par Valérie Pécresse (LR) s'est engouffrée.

L'Aire a été gelée en janvier 2024, à la suite d'une alerte de la Banque de France qui

**« Les deux tiers de nos fonds proviennent des aides publiques. »**

DAVID ELOY, DIRECTEUR DE L'EMI

avait détecté des fuites dans le dispositif. Et, alors que l'Île-de-France est privée de 5 % (près de 321 millions d'euros) de son budget assuré par l'État, le conseil régional a voté, fin mars 2024, une réduction drastique des conditions d'éligibilité à l'Aire.

« *Ils n'ont rien voulu entendre*, regrette David Eloy. *Ils ont changé les critères, avec un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier*. » La région dévoile alors une liste restrictive des formations éligibles à l'Aire, qui prend en compte seulement les métiers en tension. Les formations au journalisme, comme celles proposées par l'EMI, ne sont pas incluses dans la liste, tandis qu'aucun plan de secours n'a été proposé à l'école.

« *Ce sont toujours les petites écoles qui sont éjectées*, s'insurge Kelvin. Politiquement, c'est grave. » « *Plus de la moitié des candidats étaient des demandeurs d'emploi, ce qui nous rendait complètement déficitaires* », regrette ainsi François Longérinas. L'école a revu ses plans dans l'urgence : non-reconduction de plusieurs CDD, cinq licenciements économiques – de 20 permanents à 11 –, vente de la moitié des locaux... Mais cela n'a pas suffi. Malgré des dépenses gelées et une situation financière stabilisée, le tribunal a acté que l'EMI n'arriverait pas à renflouer sa dette, jugée trop lourde. Une tribune – soutenue par les principaux syndicats de journalisme (SNJ-CGT, SNJ, CFDT, Spiil) comme par un grand nombre de journalistes (*l'Humanité*, France Télévisions, Mediapart, Blast, *Libération*) et qu'il est possible de signer (1) – a été publiée, jeudi 13 mars, pour alerter sur sa situation. Près de 400 personnes l'ont déjà signée. L'idée, insiste David Eloy, « *est d'inciter des investisseurs responsables et progressistes, soucieux de préserver l'héritage et l'identité de notre école, de faire une offre de reprise avant le 7 avril prochain. Tout n'est pas perdu* ». ■

TOM DEMARS-GRANJA

(1) Sur <https://www.emi.coop>

**RETROUVEZ L'HUMANITÉ SUR INTERNET**

**Reportages, analyses, entretiens, chroniques, vidéos, directs...**

**Toute notre actualité à portée de clic.**

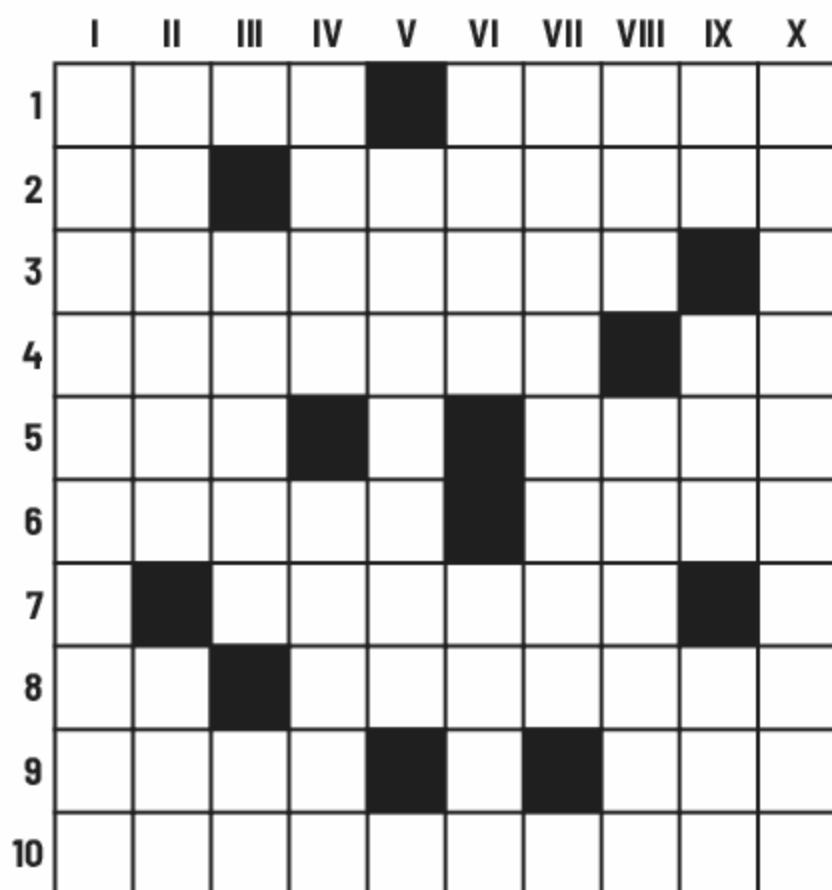
➤ [www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)

➤ [facebook.com/humanite.fr](https://facebook.com/humanite.fr)

➤ [twitter.com/humanite\\_fr](https://twitter.com/humanite_fr)

➤ [linkedin.com/company/lhumanite](https://linkedin.com/company/lhumanite)

➤ Compte lhumanitefr sur Instagram

**MOTS CROISÉS N° 24 153 par Martial Dubois****HORIZONTALEMENT**

- Voûte saillante pau-dessus d'une statue. Malpropre.
- Dans. Très occupé.
- Éponges des mers d'Europe.
- Rabaissés. Étain.
- Roi d'Israël. Échange d'un objet contre un autre.
- Ce qui satisfait un besoin. Biaisa.
- Faisais feu.
- Coulée de lave à Hawaï. Chirurgien auquel on doit l'invention des sondes utilisées en urologie.
- Chef de prière dans une mosquée. Aber.
- Transmises dans le petit écran.

**VERTICIALEMENT**

- Lessivait les fils et les tissus de soie grège.
- Ancien duché allemand. Évidement intérieur d'une bouche à feu.
- Possédait. Aluminium.
- Naturaliste suédois.
- Réseau de trafiquants.
- Région du Maroc. Titre légal d'une monnaie.
- De main de maître.
- Mamelle d'une bête laitière. Individu brutal et grossier.
- Cité antique. Signal de détresse. Jeune fille innocente.
- Transmigras.

SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Daïs. Impur. 2. En. Affaire. 3. Chaînes. 4. Ravillis. 5. Sn. 6. Ela. Tropic. 7. Triais. 8. Aa. Nélaton. 9. Iman. Rila. 10. Télévisées. V. Limine. 5. Fille. 6. Utilie. Russa. 7. Annahit. 8. Amé. 9. Maestria. 10. Pis. Russtre. 11. Décreusat. 12. Ahalt. 13. Avait. 14. Salil. 15. Reincarnas. 16. Alol. 17. Meetsira. 18. Ur. 19. SOS. 20. Oie. 21. Remicarmas.

**l'Humanité**

**Fondateur** Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay  
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957)  
**Capital social** 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX  
**Téléphone** 01 49 22 72 72  
**Service aux abonnés** Tél. : 01 55 84 40 30  
E-mail : relationlecteur@humanite.fr  
**Vente en kiosques**  
Gestion, réglage et promotion: agence Boconseil.  
Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr  
**Vente militante** 01 49 22 73 55  
**Publicité** Comédiance. Olivier Valentin, président  
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)  
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)  
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)  
**Directoire**  
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication; Silvère Magnon, directeur des développements  
**Conseil de surveillance**  
Jean-Louis Frostin, président

**Actionnaires principaux** SAS Fonds d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité  
**Impression** POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)  
**Numéro ISSN** 0242-6870  
**Dépôt légal** Date de parution  
**Commission paritaire** 1124 C 79615  
**Tirage du 13 mars 2025** Pas de parution  
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100 % de fibres recyclées - IFDG. Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.

**UN HORS-SÉRIE DE L'HUMANITÉ****JE COMMANDE \***

Le hors-série *Dans l'enfer des camps* au prix de 11 € + 3 €  
de frais de port \*\*, soit 14 € x \_\_\_\_\_ exemplaire(s) = \_\_\_\_\_ €  
Total de ma commande \_\_\_\_\_ €

PRÉNOM \_\_\_\_\_  
NOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
VILLE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_  
TÉLÉPHONE \_\_\_\_\_  
E-MAIL \_\_\_\_\_

\* Délai de livraison de 10 à 12 jours  
\*\* France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à :  
L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION  
33, RUE DES GRANGES GALAND  
37550 SAINT-AVERTIN

Pour commander en ligne et régler par carte bancaire,  
capturez ce QR code à l'aide de votre smartphone



**JE COMMANDE \***

Le hors-série *Droit à l'IVG, fragile liberté* au prix de 9,90 € + 3 €  
de frais de port \*\*, soit 12,90 € x \_\_\_\_\_ exemplaire(s) = \_\_\_\_\_ €  
Total de ma commande \_\_\_\_\_ €

PRÉNOM \_\_\_\_\_  
NOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
VILLE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_  
TÉLÉPHONE \_\_\_\_\_  
E-MAIL \_\_\_\_\_

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à :  
L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION  
33, RUE DES GRANGES GALAND  
37550 SAINT-AVERTIN

Pour commander en ligne et régler par carte bancaire,  
capturez ce QR code à l'aide de votre smartphone



# Faut-il étendre la dissuasion nucléaire française? (1/2)

Le 28 février, Emmanuel Macron proposait d'élargir le « parapluie nucléaire » à l'échelle européenne. Le premier ministre polonais, Donald Tusk, et le futur chancelier allemand, Friedrich Merz, se sont déclarés intéressés.

**La question est celle de la protection du continent et de sa souveraineté stratégique. La France a une responsabilité historique.**

**P**roposé par le président de la République, l'ouverture d'un « débat stratégique sur la protection, par notre dissuasion, de nos alliés du continent européen ». Face à ceux qui dénoncent une atteinte à notre souveraineté, rappelons deux points clés : d'une part, il n'a jamais été question de mutualiser la dissuasion et, d'autre part, la véritable perte de souveraineté serait de rester passifs face aux évolutions du monde. La dissuasion nucléaire est un outil de paix : elle empêche l'adversaire d'oser l'agression ou au minimum la cantonne sous un seuil. La question qui se pose aujourd'hui n'est pas de savoir si l'Europe doit être protégée, mais comment, par qui et à quelles conditions. Cette initiative est donc essentielle à la souveraineté stratégique européenne. Les récents développements géopolitiques, et notamment le retour d'une politique étrangère américaine imprévisible, montrent une fois encore qu'il est imprudent de faire reposer notre sécurité collective sur des engagements exogènes et réversibles. La France, seule puissance nucléaire de l'Union européenne, a donc une responsabilité historique. Être à la hauteur de ce rôle n'implique en aucun cas d'en partager l'emploi ou d'en diluer la responsabilité. La doctrine nucléaire française repose sur trois piliers : son application exclusive à la défense de nos intérêts vitaux, sa stricte suffisance, et sa mise en œuvre par un président de la République puisant sa légitimité dans le suffrage universel direct. La dissuasion nucléaire demeurera pleinement française, de sa conception à sa mise en



**THOMAS GASSILLOUD**  
Député Ensemble pour la République du Rhône

œuvre, en passant par la décision de l'employer. Lorsque j'étais président de la commission de la Défense et des Forces armées à l'Assemblée nationale, j'ai été frappé par la méconnaissance de nos partenaires européens à propos de notre dissuasion. Certains ignorent, par exemple, la permanence à la mer de nos sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), dont un au moins est dilué dans l'immensité des océans. L'initiation d'un débat stratégique aura un effet vertueux sur une prise de conscience

**Il est imprudent de faire reposer notre sécurité sur des engagements exogènes.**

europeenne du rôle stratégique et des intérêts collectifs de la dissuasion française. Ce dialogue stratégique doit nous permettre collectivement de parvenir à davantage de cohérence dans notre stratégie de défense commune. La France doit valoriser pleinement ses atouts, afin de pousser ses partenaires à agir en bonne complémentarité. La France, en prenant l'initiative, se pose en garante d'un équilibre qui protège tous les Européens et, par là même, sa propre intégrité. Ouvrir cette discussion, comme l'a proposé le président, est un choix de responsabilité. C'est affirmer que l'Europe doit être autonome pour sa défense et que la France a un rôle singulier pour y parvenir. Chacun, à son niveau, aura un rôle à jouer dans ce dialogue. Car la dissuasion française protège l'Europe, les citoyens européens doivent aussi en être conscients. ■

**Le fédéralisme européiste armé et nucléarisé n'est pas une solution, mais un danger. Il ne faut pas participer à la prolifération du nucléaire.**

**L**a proposition du président de la République d'élargir la dissuasion nucléaire française à l'ensemble des pays européens n'est pas une première. Dès 1994, François Mitterrand proposait à ses partenaires européens de discuter d'une éventuelle extension à l'Europe des « intérêts vitaux de la France » sans en définir précisément les contours. Une proposition qui a été réitérée en 2008 par Nicolas Sarkozy, puis François Hollande en 2015, ainsi qu'Emmanuel Macron en 2020. La protection du « parapluie nucléaire » américain pour les pays membres de l'Otan étant devenue incertaine, Friedrich Merz, probable futur chancelier allemand, a sollicité l'élargissement des dissuasions nucléaires françaises et britanniques aux États membres de l'Union européenne. Emmanuel Macron, qui se rêve en leader d'une grande alliance militaire, s'est empressé de saisir cette proposition. Actuellement, l'Allemagne participe au portage des bombes nucléaires américaines placées sous l'autorité exclusive du président des États-Unis. Le gouvernement allemand voudra, au minimum, dupliquer ce dispositif, avec l'armement nucléaire français, si ce n'est même solliciter un rôle décisionnel dans son emploi éventuel. Les Rafale français équipés de l'armement nucléaire seraient susceptibles d'être positionnés dans d'autres pays européens, en Pologne notamment, ce qui ferait monter



**ÉDOUARD BÉNARD**  
Député communiste de Seine-Maritime

d'un cran la tension nucléaire avec la Russie. Si le gouvernement affirme que la dissuasion nucléaire resterait exclusivement française, à la fois dans sa conception, sa production et dans la décision du feu, cela augmentera, quoi qu'il en dise, les menaces sur notre pays. Dans l'éventualité d'une frappe nucléaire française, en réponse à une agression militaire commise sur un pays allié, la riposte nucléaire de la Russie, l'ennemi désigné, se concentrerait prioritairement sur notre pays. C'est une évidence. Les Français sont-ils prêts à assumer cette menace ? À défaut d'un démantèlement multilatéral des arsenaux nucléaires, pour lequel les communistes et leurs élus militent depuis de nombreuses années, il convient, au minimum, de ne pas participer à la prolifération de cet armement qui, outre qu'il peut amener à l'extermination pure et simple du genre humain, ne sacrifie en absolument rien le territoire sensiblement protégé par celui-ci comme l'illustre l'offensive ukrainienne dans la région russe de Koursk ou la récente frappe de drones sur Moscou. La dissuasion comme facteur de paix est un leurre.

Ayons en tête ce que martèle le Parti communiste français : le fédéralisme européiste armé et nucléarisé n'est pas une solution, mais bien un danger pour l'ensemble des peuples du continent. Le Parlement doit être pleinement associé à toute initiative politique tendant à une quelconque redéfinition des contours de notre dissuasion nucléaire. Il ne saurait rester cantonné au rôle de chambre d'enregistrement dans laquelle la Constitution de la Ve République entend l'enfermer. ■

**Le Parlement doit être associé à toute redéfinition de notre doctrine défensive.**



# Faut-il étendre la dissuasion nucléaire française? (1/2)

Le 28 février, Emmanuel Macron proposait d'élargir le « parapluie nucléaire » à l'échelle européenne. Le premier ministre polonais, Donald Tusk, et le futur chancelier allemand, Friedrich Merz, se sont déclarés intéressés.

**La question est celle de la protection du continent et de sa souveraineté stratégique. La France a une responsabilité historique.**

**P**roposé par le président de la République, l'ouverture d'un « débat stratégique sur la protection, par notre dissuasion, de nos alliés du continent européen ». Face à ceux qui dénoncent une atteinte à notre souveraineté, rappelons deux points clés : d'une part, il n'a jamais été question de mutualiser la dissuasion et, d'autre part, la véritable perte de souveraineté serait de rester passifs face aux évolutions du monde. La dissuasion nucléaire est un outil de paix : elle empêche l'adversaire d'oser l'agression ou au minimum la cantonne sous un seuil. La question qui se pose aujourd'hui n'est pas de savoir si l'Europe doit être protégée, mais comment, par qui et à quelles conditions. Cette initiative est donc essentielle à la souveraineté stratégique européenne. Les récents développements géopolitiques, et notamment le retour d'une politique étrangère américaine imprévisible, montrent une fois encore qu'il est imprudent de faire reposer notre sécurité collective sur des engagements exogènes et réversibles. La France, seule puissance nucléaire de l'Union européenne, a donc une responsabilité historique. Être à la hauteur de ce rôle n'implique en aucun cas d'en partager l'emploi ou d'en diluer la responsabilité. La doctrine nucléaire française repose sur trois piliers : son application exclusive à la défense de nos intérêts vitaux, sa stricte suffisance, et sa mise en œuvre par un président de la République puisant sa légitimité dans le suffrage universel direct. La dissuasion nucléaire demeurera pleinement française, de sa conception à sa mise en



**THOMAS GASSILLOUD**  
Député Ensemble pour la République du Rhône

œuvre, en passant par la décision de l'employer. Lorsque j'étais président de la commission de la Défense et des Forces armées à l'Assemblée nationale, j'ai été frappé par la méconnaissance de nos partenaires européens à propos de notre dissuasion. Certains ignorent, par exemple, la permanence à la mer de nos sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), dont un au moins est dilué dans l'immensité des océans. L'initiation d'un débat stratégique aura un effet vertueux sur une prise de conscience

**Il est imprudent de faire reposer notre sécurité sur des engagements exogènes.**

europeenne du rôle stratégique et des intérêts collectifs de la dissuasion française. Ce dialogue stratégique doit nous permettre collectivement de parvenir à davantage de cohérence dans notre stratégie de défense commune. La France doit valoriser pleinement ses atouts, afin de pousser ses partenaires à agir en bonne complémentarité. La France, en prenant l'initiative, se pose en garante d'un équilibre qui protège tous les Européens et, par là même, sa propre intégrité. Ouvrir cette discussion, comme l'a proposé le président, est un choix de responsabilité. C'est affirmer que l'Europe doit être autonome pour sa défense et que la France a un rôle singulier pour y parvenir. Chacun, à son niveau, aura un rôle à jouer dans ce dialogue. Car la dissuasion française protège l'Europe, les citoyens européens doivent aussi en être conscients. ■

**Le fédéralisme européiste armé et nucléarisé n'est pas une solution, mais un danger. Il ne faut pas participer à la prolifération du nucléaire.**

**L**a proposition du président de la République d'élargir la dissuasion nucléaire française à l'ensemble des pays européens n'est pas une première. Dès 1994, François Mitterrand proposait à ses partenaires européens de discuter d'une éventuelle extension à l'Europe des « intérêts vitaux de la France » sans en définir précisément les contours. Une proposition qui a été réitérée en 2008 par Nicolas Sarkozy, puis François Hollande en 2015, ainsi qu'Emmanuel Macron en 2020. La protection du « parapluie nucléaire » américain pour les pays membres de l'Otan étant devenue incertaine, Friedrich Merz, probable futur chancelier allemand, a sollicité l'élargissement des dissuasions nucléaires françaises et britanniques aux États membres de l'Union européenne. Emmanuel Macron, qui se rêve en leader d'une grande alliance militaire, s'est empressé de saisir cette proposition. Actuellement, l'Allemagne participe au portage des bombes nucléaires américaines placées sous l'autorité exclusive du président des États-Unis. Le gouvernement allemand voudra, au minimum, dupliquer ce dispositif, avec l'armement nucléaire français, si ce n'est même solliciter un rôle décisionnel dans son emploi éventuel. Les Rafale français équipés de l'armement nucléaire seraient susceptibles d'être positionnés dans d'autres pays européens, en Pologne notamment, ce qui ferait monter



**ÉDOUARD BÉNARD**  
Député communiste de Seine-Maritime

d'un cran la tension nucléaire avec la Russie. Si le gouvernement affirme que la dissuasion nucléaire resterait exclusivement française, à la fois dans sa conception, sa production et dans la décision du feu, cela augmentera, quoi qu'il en dise, les menaces sur notre pays. Dans l'éventualité d'une frappe nucléaire française, en réponse à une agression militaire commise sur un pays allié, la riposte nucléaire de la Russie, l'ennemi désigné, se concentrerait prioritairement sur notre pays. C'est une évidence. Les Français sont-ils prêts à assumer cette menace ? À défaut d'un démantèlement multilatéral des arsenaux nucléaires, pour lequel les communistes et leurs élus militent depuis de nombreuses années, il convient, au minimum, de ne pas participer à la prolifération de cet armement qui, outre qu'il peut amener à l'extermination pure et simple du genre humain, ne sacrifie en absolument rien le territoire sensiblement protégé par celui-ci comme l'illustre l'offensive ukrainienne dans la région russe de Koursk ou la récente frappe de drones sur Moscou. La dissuasion comme facteur de paix est un leurre.

Ayons en tête ce que martèle le Parti communiste français : le fédéralisme européiste armé et nucléarisé n'est pas une solution, mais bien un danger pour l'ensemble des peuples du continent. Le Parlement doit être pleinement associé à toute initiative politique tendant à une quelconque redéfinition des contours de notre dissuasion nucléaire. Il ne saurait rester cantonné au rôle de chambre d'enregistrement dans laquelle la Constitution de la Ve République entend l'enfermer. ■

**Le Parlement doit être associé à toute redéfinition de notre doctrine défensive.**